

DOCUMENT DE RÉFLEXION No. 341

La sécurité par l'intégration des marchés? L'économie politique de l'adhésion de la RDC à la CAE

Par Bruce Byiers, Poorva Karkare, Frederick Golooba-Mutebi, Bossissi Nkuba et Christelle Balegamire Karuta

Octobre 2023

L'admission de la République Démocratique du Congo (RDC) dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) promet une série d'avantages pour le pays et la région dans son intégralité, mais de nombreux défis devront d'abord être relevés. Ce document examine les acteurs et les facteurs qui, en RDC et dans les pays de la CAE, favorisent ou entravent l'intégration effective de l'économie de la RDC dans la CAE.

Nos résultats suggèrent qu'en plus de cimenter les liens historiques, culturels, économiques et sécuritaires avec ses voisins de l'Est, l'adhésion à la CAE est implicitement un moyen pour la RDC de relever les défis économiques et sécuritaires internes, en particulier à la lumière des élections présidentielles de décembre 2023. Les membres de la CAE discutent principalement de l'inclusion de la RDC comme d'une opportunité commerciale d'exporter et d'investir dans un grand "marché inexploité". Les services bancaires et financiers kenyans devraient en bénéficier, tandis que le Rwanda et l'Ouganda devraient en tirer le plus grand profit en termes d'exportations de marchandises. Les commerçants transfrontaliers accueillent favorablement la suppression des visas et la libéralisation des échanges au-delà des accords existants. Cependant, de nombreuses entreprises de la RDC craignent un afflux de biens et de services en provenance des pays de la CAE qui les surpasseront.

La nature fragmentée des marchés de la RDC, l'environnement commercial complexe et l'insécurité dans l'est du pays feront qu'il sera difficile pour les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, de tirer parti du marché élargi. Alors que l'admission de la RDC dans la CAE est considérée comme un moyen de résoudre les problèmes économiques et sécuritaires internes, ces mêmes problèmes et leur lien avec l'insécurité régionale pourraient saper tout progrès à court et moyen terme en termes d'intégration économique complète et significative.

Table des matières

Remerciements.....	iv
Sigles.....	iv
1. Introduction	1
1.1. Motivation.....	1
1.2. Focus	1
1.3. Approche.....	2
2. La promesse d'un CAE d'un océan à l'autre	3
2.1. Des ambitions régionales alignées.....	3
2.2. Engagements du traité de la CAE	4
2.3. Relations existantes en faveur de l'intégration de la RDC et de la CAE	7
2.4. Intérêts politiques de haut niveau	12
2.5. Résumé de la section	15
3. Obstacles à la réalisation de la promesse d'intégration de la CAE	16
3.1. Intégration économiquement précaire	16
3.2. Commerce local ou régional ?	19
3.3. Défis institutionnels	23
3.4. Acteurs et intérêts	27
3.5. Résumé de la section	32
4. Conclusions et implications	32
Références.....	35

Liste des boîtes

Encadré 1 : Aperçu de la politique électorale en RDC.....	12
Encadré 2 : Explication de l'insécurité dans l'est de la RDC	16
Encadré 3 : L'exploitation minière et l'insécurité en RDC.....	18
Encadré 4 : Les commerçantes transfrontalières informelles	26

Liste des figures

Figure 1 : Activités marchandes et non marchandes dans les villes de la RDC.....	7
Figure 2 : Corridors d'Afrique de l'Est reliés à l'est de la RDC	9
Figure 3 : Destinations des exportations de la RDC en 2020 (exportations totales de 10,4 milliards de dollars)	20
Figure 4 : Origine des importations de la RDC en 2020 (total de 6,4 milliards de dollars)	21

Figure 5 : Localisation de l'activité économique en RDC	20
Figure 6 : Infrastructures de transport.....	22
Figure 7 : Coûts d'exportation et d'importation, USD.....	22
Figure 8 : Adhésion de la RDC à des organisations régionales autres que la CAE	24

Liste des tableaux

Tableau 1 : Éléments clés de la feuille de route pour l'intégration de la RDC dans la CAE	5
Tableau 2 : Tarifs actuels de la RDC et tarif extérieur commun de la CAE.....	6
Tableau 3 : Top 5 des partenaires commerciaux des États membres de la CAE (2019)	19

Remerciements

Cette étude a été réalisée dans le cadre d'un partenariat de recherche entre TradeMark Africa et l'ECDPM. Néanmoins, l'analyse présentée reflète uniquement le point de vue des auteurs. Ces derniers tiennent à remercier les nombreuses personnes interrogées à Nairobi, Kigali, Kampala, Goma et Bukavu fin 2022, ainsi qu'Anthe Vrijlandt et Allen Asiimwe pour leurs précieuses discussions sur l'élaboration du document, et Judith Verweijen, Afrika Kiiza et Peter Bofin pour leurs commentaires et suggestions utiles sur une première version du document.

Sigles

ACTTCN	Autorité de coordination des transports et du transit du corridor nord
AERC	Consortium pour la recherche économique en Afrique
ALT	Autorité du lac Tanganyika
BNT	Barrière non tarifaire
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CCTTFA	Central Corridor Transit Transport Facilitation Agency (Agence de facilitation des transports du corridor central)
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEPGL	Communauté économique des pays des Grands Lacs
CER	Communauté économique régionale
CICOS	Commission Roves Congo-Oubangui-Sangha
CIRGL	Conférence internationale pour la région des Grands Lacs
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COMIFAC	Commission des forêts d'Afrique centrale
CRG	Groupe de recherche sur le Congo
DGDA	Direction générale des douanes et accises
EABC	Conseil des entreprises d'Afrique de l'Est
EACOP	Oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est
EACRF	Force régionale commune de la CAE
ECDPM	Centre européen de gestion des politiques de développement
ÉTATS-UNIS	États-Unis
FDLR	Forces démocratiques pour la libération du Rwanda
FMI	Fonds monétaire international
FPR	Front patriotique rwandais
GLTFP	Programme de facilitation des échanges dans la région des Grands Lacs
IBN	Initiative du bassin du Nil
L'UE	Union européenne
MoU	Protocole d'accord
ONU	Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
PMC	Protocole du marché commun
RCS	Régime commercial simplifié
RDC	République Démocratique du Congo
RdO	Règles d'origine
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe

TEC	Tarif extérieur commun
TMA	TradeMark Africa
TMEA	TradeMark East Africa
TPA	Autorité portuaire de Tanzanie
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UA	Union africaine
UPDF	Force de défense du peuple ougandais
ZLE	Zone de libre-échange
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine
ZLET	Accord tripartite de libre-échange

1. Introduction

1.1. Motivation

Quatre mois après avoir été confirmé à la présidence en janvier 2019, le président Félix Tshisekedi a présenté une demande d'adhésion de la République démocratique du Congo (RDC) à la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Après un processus de vérification et des négociations fructueuses, les chefs d'État de la CAE ont donné leur accord en mars 2022 ([EAC FAQ](#)). La RDC est devenue officiellement le 7ème membre de l'Union en juillet 2022 lorsqu'elle a ratifié le traité d'établissement de la CAE. Une feuille de route d'intégration ambitieuse a été mise en place pour la RDC afin de s'aligner sur les instruments clés de la CAE.

Bien que déjà membre de [14 autres organisations régionales](#), l'entrée de la RDC dans le bloc de l'Afrique de l'Est a d'abord été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme quant aux gains potentiels. Dans le même temps, cette nouvelle adhésion soulève une myriade de questions sur ce qu'elle signifiera dans la pratique.

Sur le papier, la population de 90 millions d'habitants de la RDC augmente le marché de la CAE de 70%, pour atteindre environ 300 millions d'habitants, et étend sa zone géographique de 79% pour relier l'océan Indien à l'océan Atlantique (CAE 2022a). Même si l'adhésion de la RDC n'augmente le PIB régional que de 22 %, la combinaison du marché et de l'étendue géographique semble offrir une série d'opportunités en matière de commerce et d'investissement. Pour les pays actuels de la CAE, la RDC offre un grand marché "inexploité" avec des opportunités attrayantes pour le commerce et la transformation des minéraux de la RDC dans le contexte d'une transition verte.¹

Dans le même temps, les accords existants avec les États partenaires offrent *déjà* des avantages à la RDC en matière de commerce et de transport, mais ceux-ci ne sont pas utilisés. L'insécurité s'est intensifiée dans l'est de la RDC, deux des provinces voisines de la CAE étant soumises à la loi martiale et les tensions régionales étant élevées. Cette situation risque de compromettre les avantages potentiels de l'adhésion à la CAE en matière de commerce et de croissance. Les États de la CAE ont accueilli des ressortissants de la RDC fuyant l'insécurité dans leur pays et ont soutenu différents efforts de paix dans la région (Wekesa 2022a), mais ils sont également accusés de jouer un rôle dans l'instabilité de la RDC. Les accusations congolaises de soutien rwandais aux forces rebelles du M23 sont particulièrement préoccupantes pour les relations régionales et la réalisation des avantages de la CAE. La Force régionale conjointe de la CAE (EACRF) - une réponse rendue possible par l'adhésion de la RDC à la CAE - cherche à apporter la sécurité en combattant les milices dans l'est de la RDC (CAE 2022b). Mais certains craignent que ses progrès soient limités en raison des intérêts et des rôles divergents des pays voisins (Wekesa 2022b). L'ensemble de ces éléments jette un doute sur la faisabilité d'une plus grande intégration économique à court terme.

1.2. Focus

L'admission formelle dans la CAE ne signifiera pas grand-chose dans la pratique si les politiques d'accompagnement ne sont pas mises en œuvre ou si elles sont sapées par d'autres interventions. Cela pose des problèmes aux décideurs

¹ La RDC est le plus grand producteur africain de cuivre, qui est considéré comme le fondement des systèmes d'énergie renouvelable, avec un large éventail d'applications, notamment dans les véhicules électriques, les éoliennes et les panneaux solaires (Bloomberg 2022). Le pays est également le premier producteur mondial de cobalt (essentiellement un sous-produit de l'extraction du cuivre) et de lithium, tous deux utilisés dans les batteries rechargeables. Le pays produit également de l'étain, du tungstène, du tantale et d'autres minéraux considérés comme essentiels pour la transition vers les énergies vertes (Desjardins 2022).

politiques et à leurs partenaires internationaux qui cherchent à promouvoir une intégration économique plus profonde.

Bien qu'il puisse y avoir une logique pour l'intégration économique de la RDC dans la CAE sur le papier, il y a des questions sur la façon de récolter les bénéfices dans la pratique. Ces questions concernent les incitations à mettre en œuvre les engagements convenus à la frontière pour assurer la libre circulation des biens, des services et des personnes, et la répartition probable des bénéfices à l'intérieur des pays et entre les pays, y compris parmi les micro-, petites et moyennes entreprises qui constituent la majorité du secteur privé dans la région. L'adhésion de la RDC à la CAE affectera les relations au sein des membres actuels de la CAE et entre eux de différentes manières. Ceci obligera les décideurs politiques et leurs partenaires à identifier et à comprendre ces dynamiques.

Ce document propose une analyse de la dynamique de l'économie politique de ce processus, en se concentrant particulièrement sur l'intégration économique et la dynamique du commerce et du transport. Nous répondons à la question suivante : *"Quels sont les acteurs et les facteurs qui jouent en faveur ou en défaveur de l'intégration du commerce et du transport de la RDC avec la CAE ?"*

Pour répondre à cette question, nous examinons les intérêts politiques et économiques des principaux acteurs de la RDC à adhérer à la CAE et, inversement, ceux des membres actuels de la CAE à adhérer à la RDC. Nous discutons de leur effet probable sur la façon dont les règles et règlements de la CAE seront mis en œuvre, et donc des implications pour les décideurs politiques et les partenaires de développement dans le soutien au développement économique inclusif dans la région.

L'analyse est basée sur une combinaison d'entretiens approfondis avec une cinquantaine de parties prenantes dans la région, en particulier dans l'est de la RDC, au Rwanda, en Ouganda et au Kenya. Ces entretiens complètent une recherche documentaire approfondie, basée sur des études universitaires, de la littérature grise et des articles de presse.

1.3. Approche

Le document applique une approche d'analyse de l'économie politique. La prise de décision économique et politique et la mise en œuvre des politiques ne suivent pas toujours des décisions et des règles formelles appliquées de manière neutre, mais sont façonnées par l'influence, parfois cachée, du pouvoir et des intérêts. L'analyse de l'économie politique met ces considérations en évidence, en aidant à systématiser les informations qui permettent de comprendre "pourquoi les choses sont ce qu'elles sont". Aller au-delà des annonces formelles pour analyser les intérêts et les incitations politiques et économiques permet d'identifier des points d'entrée pour des politiques et un soutien extérieur réalistes et ciblés. Cela peut également ouvrir un espace de discussion sur la dynamique "réelle" et explorer des réponses adaptatives pour influencer le statu quo vers des réformes politiquement réalisables. Compte tenu notamment des formidables intérêts (géo)politiques et économiques dans la région de la CAE, le fait de ne pas les prendre en compte risque de compromettre les réformes. ²

² Bien qu'elle ne soit pas structurée autour d'eux, notre analyse s'appuie sur les cinq "grilles" d'économie politique présentées par Byiers et Bossuyt (2016). Chacune des cinq grilles est utilisée pour systématiser les informations sur ce qui soutient et ce qui va à l'encontre de l'intégration de la RDC dans la CAE, en particulier en termes de commerce et de transport. Les cinq optiques sont les suivantes : **facteurs structurels/fondamentaux** - caractéristiques sociales, économiques ou politiques généralement immuables ou à évolution lente - par exemple la géographie, la démographie, la composition ethnique ou religieuse, les dotations en ressources, la qualité du capital humain, l'histoire coloniale, etc. ; **facteurs institutionnels** - à la fois l'État formel, le gouvernement, les règles, les stratégies et les lois ; ainsi que les "règles du jeu politique/économique" informelles et les aspects comportementaux qui se combinent avec les règles formelles pour façonner le comportement. Ces aspects dépendent de concepts tels que les relations entre l'État et les entreprises, y compris leurs aspects formels, moins visibles et informels ; les **acteurs** - les parties prenantes susceptibles d'affecter ou d'être affectées par le contexte ou

Nos conclusions sont présentées comme suit dans le reste du document : La section 2 présente les acteurs et les facteurs clés qui *soutiennent* l'intégration RDC-CEA, en reliant les facteurs structurels, les structures institutionnelles formelles et les moteurs politiques de haut niveau ; la section 3 examine ensuite les blocages potentiels qui devront être compris et abordés pour que l'intégration ait lieu et que les avantages se fassent sentir. Elle aborde les défis en matière de paix et de sécurité, mais aussi les questions plus larges de la manière dont les échanges commerciaux se déroulent dans la pratique et les préoccupations des différents acteurs qui doivent être impliqués pour que le processus d'intégration fonctionne. La section 4 conclut et propose quelques implications pour les décideurs politiques et leurs partenaires internationaux.

2. La promesse d'un CAE d'un océan à l'autre

2.1. Des ambitions régionales alignées

Ayant ratifié le traité d'établissement de la CAE, la RDC est devenue officiellement le 7ème membre de la CAE en juillet 2022. Dans sa demande écrite d'adhésion, le président de la RDC, Félix Tshisekedi, a avancé de nombreuses motivations, mais a souligné le volume croissant des échanges commerciaux entre les États membres de la CAE et la RDC (Karuhanga et Kteesa 2019). Son vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, M. Pen'Apala, a cité l'important marché de consommation de la RDC et le "besoin urgent d'investisseurs qui peuvent être encouragés par son adhésion à la CAE" (Sasi 2022). Lors du dépôt de l'instrument de ratification auprès de la CAE, il est allé plus loin, citant l'entrée de la RDC dans la CAE comme une "obligation économique, culturelle, géographique et historique", soulignant également "le développement des infrastructures, l'insécurité, la pauvreté, le sous-développement, les maladies et l'ignorance qui peuvent être mieux traités collectivement par les États partenaires" (CAE 2022c). Le ministre des finances de la RDC, M. Kazadi, parle d'un "programme de réforme ambitieux" et d'une "histoire que nous essayons de reconquérir" (FT 2022). Les ambitions mêlent opportunités et accomplissement du destin.

Parmi les autres ambitions affichées par la RDC pour rejoindre la CAE figurent le "programme vert" et la reconstruction de divers secteurs, notamment les infrastructures, l'agriculture, l'énergie et la préservation de l'environnement, "qui peuvent être soutenus par la CAE" (Sasi 2022). Le président Tshisekedi a appelé à la création d'une nouvelle institution de la CAE pour soutenir l'exploitation durable des vastes ressources naturelles de la région, dont la RDC serait l'hôte (FurtherAfrica 2022)³. D'autres ambitions incluent le développement de chaînes de valeur régionales exploitant les vastes richesses minérales de la RDC, et le renforcement de la coopération dans des domaines tels que le pool énergétique de l'Afrique de l'Est par le biais du barrage d'Inga.⁴ Pour le président

l'intervention particulière examinée. Il s'agit d'acteurs politiques ainsi que d'acteurs des secteurs public et privé, qu'il s'agisse de groupes ou d'individus, lorsque les groupes se définissent eux-mêmes ou en fonction d'un intérêt commun apparent ; **facteurs sectoriels** - caractéristiques de secteurs particuliers ou de domaines politiques spécifiques qui influencent les incitations et les intérêts des parties prenantes (fournisseurs, utilisateurs et responsables politiques) de différentes manières - certains secteurs (par exemple, les infrastructures) ont une plus grande importance politique. Les politiques plus visibles impliquent souvent un crédit (ou un blâme) plus facilement attribuable ; les **facteurs externes** - qui affectent l'économie politique nationale, par exemple les changements dans la structure du commerce mondial, les risques et menaces externes en matière de sécurité, le changement climatique. Contrairement aux facteurs fondamentaux, les facteurs externes peuvent changer brusquement. Bien que ces facteurs constituent la base de l'analyse, la structure finale diffère afin d'améliorer la lisibilité.

³ Les vastes ressources minérales de la RDC, notamment le cuivre (Onyango 2022), le cobalt et le lithium (Beaubois-Jude 2022), la rendent particulièrement attrayante pour développer des chaînes de valeur régionales dans le contexte de la transition verte, comme les batteries pour véhicules électriques (Raji 2021).

⁴ Il est possible de renforcer le pool énergétique de l'Afrique de l'Est grâce au projet de développement du barrage d'Inga, qui est un projet de l'Agenda 2063 de l'UA (Anami et Owino 2022). Bien qu'il s'agisse officiellement d'un projet du COMESA (ESMAP

Tshisekedi, "la RDC n'a pas adhéré uniquement pour les avantages du commerce, a-t-il déclaré, parce que "le commerce et les échanges prospèrent dans un environnement de paix et de sécurité pour tous"" (FMI 2022). Les ambitions économiques et de paix et de sécurité sont donc explicitement liées.

Pour les membres actuels de la CAE, l'adhésion de la RDC est présentée en termes d'opportunités commerciales. Celles-ci concernent le potentiel d'investissement en RDC, le Kenya ayant été prompt à entrer dans le secteur bancaire de la RDC, même avant l'adhésion à la CAE (Schipani 2022a, Assoko et al. 2022). Le ministère kenyan des Affaires est-africaines souligne également les opportunités d'investissement dans l'exploitation minière, l'énergie, l'agriculture, les secteurs industriels et le secteur financier. Le Kenya cherche à tirer parti de sa position de seul pays de la CAE parmi les 10 premières sources d'importation de la RDC, étant donné son secteur manufacturier développé (Ibid.). Les Ougandais soulignent également la possibilité d'augmenter considérablement leurs exportations (Ndagire 2022). En effet, le secrétaire général de la CAE, Mathuki, espère que la CAE pourra remplacer les importations de la RDC en provenance d'autres parties du monde, dont "16% d'Afrique du Sud, 15% de Zambie [tous deux dans la SADC], et seulement 11% d'Afrique de l'Est", évoquant la perspective de multiplier ces importations "par quatre pour atteindre près de 50%" (Kuteesa 2021). L'adhésion de la RDC devrait contribuer à l'intégration des économies de l'Afrique de l'Est avec celles de l'Afrique centrale, voire à travers l'Atlantique jusqu'aux États-Unis (EAC 2022a).⁵

Les intérêts déclarés de la RDC apparaissent comme un moyen d'aider la RDC à relever une série de défis internes et à réaliser ses ambitions de réforme. En revanche, les membres actuels de la CAE considèrent l'inclusion de la RDC comme une opportunité commerciale d'exporter et d'investir dans un "marché inexploité", tout en élargissant la CAE pour qu'elle puisse potentiellement rivaliser avec d'autres blocs régionaux africains.

2.2. Engagements du traité de la CAE

La RDC a signé le traité d'adhésion à la CAE le 8 avril 2022 et l'a ratifié le 11 juillet 2022 (CAE 2022c). À l'issue du bref processus de ratification, une feuille de route d'adhésion a été convenue avec les États de la CAE.⁶ Cette feuille de route définit les mesures à prendre en matière de libéralisation du commerce, d'investissement et de développement industriel, ainsi que de libéralisation de la circulation des personnes, de la main-d'œuvre et des services.

En pratique, le gouvernement de la RDC doit maintenant ajuster ses réglementations nationales pour adopter celles de la CAE, y compris le tarif extérieur commun (TEC) récemment révisé qui accompagne l'union douanière, alors que la région se dirige vers la mise en œuvre complète du protocole du marché commun (PMC) permettant la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux. La période de deux ans, envisagée pour la mise en œuvre de la feuille de route, pourrait être courte, étant donné que l'Ouganda et la Tanzanie ont eu cinq ans pour libéraliser leurs échanges avec le Kenya (Charalambides 2017).

2021), il pourrait être bénéfique pour stimuler l'industrie manufacturière dans les pays membres comme le Rwanda et l'Ouganda (entretien).

⁵ *En principe*, la liaison entre la côte atlantique et l'océan Indien, désormais possible grâce à l'adhésion de la RDC, peut faciliter l'accès aux États-Unis et à l'Europe. De même, les liaisons avec l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest constituent une proposition attrayante dans le contexte de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) récemment lancée (EAC 2022b, entretien).

⁶ Les conditions du traité exigent qu'un pays candidat "accepte la Communauté telle qu'elle est définie dans le traité", "adhère aux principes universellement acceptables de bonne gouvernance, de démocratie, d'État de droit, de respect des droits de l'homme et de justice sociale" et contribue potentiellement au "renforcement de l'intégration au sein de l'Union" (CAE 1999).

Tableau 1: Eléments clés de la feuille de route pour l'intégration de la RDC dans la CAE

Union douanière • Adoption des règles d'origine de la CAE (2022-23) • Intégration et adoption d'accords commerciaux négociés avec des parties tierces (2022-23) • Libre circulation du commerce des services dans la CAE (2022-23) • Au moins 50 % des barrières non tarifaires (BNT) signalées sont résolues dans la région (juin 2023) • Facilitation de l'accès des MPME au marché transfrontalier de la CAE (juin 2023) • Participation de la RDC à l'harmonisation des normes de la CAE + adoption des normes harmonisées de la CAE (2022-25)
Marché commun • Opérationnalisation du cadre de suivi de la mise en œuvre du PMC en RDC (2022-24) • Harmonisation des politiques d'investissement, initiatives de développement du secteur privé ; automatisation du registre des entreprises (2022-24) • Développement et priorisation des projets et programmes d'infrastructure bancables (y compris la liaison de la RDC avec les corridors centraux et septentrionaux dans le cadre du protocole d'accord conclu entre la CAE et la CEEAC) (2022-25) • Mise en œuvre de la politique d'industrialisation de la CAE (valeur ajoutée minérale et secteurs extractifs) (2022-23)
Union monétaire/fédération politique et autres domaines transversaux • Mise en œuvre de la feuille de route pour la réalisation de l'Union monétaire de la CAE (2022-23) • "Adoption d'un modèle de confédération politique de la CAE" (2022-24) • Nomination d'un juge + création d'un sous-registre de la Cour de justice de l'Afrique de l'Est à Kinshasa (2022-23) • Adhésion et participation de la RDC à l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est (2022-23)

Source : CAE (non publié)

La mise en œuvre de ce qui précède réduira en théorie les coûts commerciaux entre la RDC et les pays de la CAE en éliminant les droits de douane et les taxes sur la plupart des marchandises, en simplifiant les processus commerciaux pour les biens et les services, et en permettant la libre circulation des personnes, des capitaux et des investissements. Les droits d'importation actuels de la RDC sur les marchandises en provenance de la CAE sont appliqués à quatre taux : 0, 5, 10 et 20% (tableau 2).⁷ En outre, il existe un droit de consommation ou un droit d'accise compris entre 0 et 60 %, ainsi qu'une TVA (taxe sur la valeur ajoutée) de 19 %. Pour le commerce intra-CEA, les droits d'importation tomberont à zéro pour les marchandises répondant aux règles d'origine de la CAE, bien que d'autres droits et la TVA s'appliqueront toujours. Bien que les droits de douane sur le commerce intra-CEA diminuent, l'adoption du TEC de la CAE entraînera une *augmentation* des droits de douane pour les produits finis importés de l'extérieur de la région, tandis que la CAE a révisé son TEC en 2022 pour ajouter une bande tarifaire supplémentaire de 35 % pour les produits sensibles (CAE 2022d). Les impacts potentiels de ces mesures sont examinés ci-dessous.

⁷ En RDC, les taxes liées à l'importation des produits sont régies par l'Ordonnance-Loi n° 011/2012 du 21 septembre 2012, qui impose le Code des Douanes sur les tarifs des droits et taxes à l'importation. Cette même ordonnance datée d'octobre 2012 régit également les taxes liées à l'exportation (GIZ [nd]). En outre, la Direction générale des douanes et accises (DGDA) est responsable de la collecte de ces droits et taxes.

Tableau 2: Tarifs actuels de la RDC et tarif extérieur commun de la CAE

Produit	Taux tarifaires (%)	
	RDC NPF Préadhésion	TEC CAE
Quelques produits de base, dont les timbres-poste, le papier timbré et les pièces de monnaie.	0	0
Biens d'équipement et matières premières : Intrants pour l'agriculture et l'élevage, pièces, accessoires et sous-ensembles pour l'assemblage, intrants pharmaceutiques, machines automatiques de traitement de l'information, lait et autres préparations pour l'alimentation des nourrissons.	5	0
Biens intermédiaires : produits alimentaires, pièces détachées, accessoires, intrants industriels	10	10
Produits finis	20	25
Éléments sensibles : Produits laitiers et carnés, céréales, coton et textiles, fer et acier, huiles comestibles, boissons et spiritueux, meubles, produits en cuir, fleurs coupées, fruits et noix, sucre et confiserie, café, thé et épices, textiles et vêtements, chapellerie, produits céramiques et peintures, entre autres.		35

Source : GIZ [n.d], Mugume et Nattabi 2021 et EAC 2022d.

Au-delà de l'abaissement des droits de douane, l'application du protocole du marché commun de la CAE devrait également réduire les incitations à la corruption aux frontières puisque les marchandises circuleront en principe librement dans la région, du port à la destination finale (EABC 2022a). Cela inclut la suppression de la taxe CEPGL actuelle de 20 \$ imposée aux petits commerçants transfrontaliers entre le Rwanda, le Burundi et la RDC (Anami et Owino 2022) et le visa de 50 \$ actuellement imposé aux commerçants opérant entre l'Ouganda et la RDC (Mvunga et Kunaka 2021). Le protocole du marché commun de la CAE contient également des dispositions relatives à la protection des investissements transfrontaliers (CAE n.d.) afin d'offrir stabilité et certitude aux investisseurs des autres États membres de la CAE.

Les décisions politiques et les mesures institutionnelles formelles susmentionnées constituent donc un point de départ pour l'intégration des économies de la RDC et de la CAE. L'impact de ces changements dépendra en grande partie de la manière dont les accords susmentionnés seront traduits en mesures bureaucratiques, en application et en utilisation par le secteur privé.

2.3. Relations existantes en faveur de l'intégration de la RDC et de la CAE

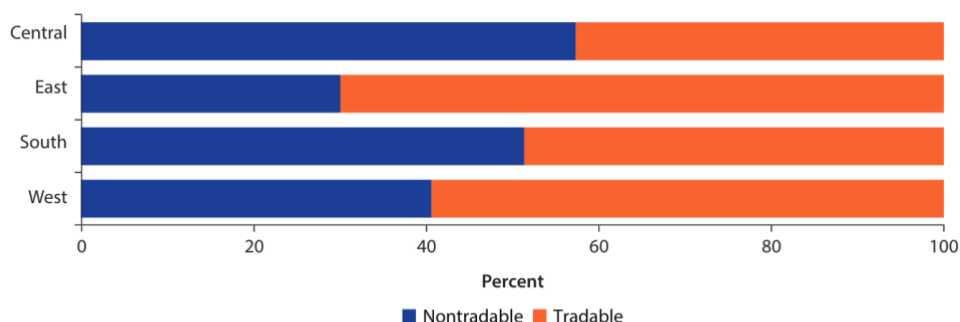
Bordant tous les États membres actuels de la CAE, à l'exception du Kenya, il existe une forte logique géographique pour que la RDC rejoigne la CAE.⁸ Bien que beaucoup parlent de la RDC comme d'un "marché inexploité", l'est de la RDC en particulier est déjà intégré aux membres de la CAE par le biais du commerce transfrontalier et de la circulation des personnes dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu ainsi que dans celles de l'Ituri, du Haut-Uele et du Tanganyika. À cet égard, l'adhésion à la CAE pourrait contribuer à consolider les relations transfrontalières et les liaisons de transport existantes, avec le soutien de ceux qui ont tout à gagner d'une réduction des barrières commerciales.⁹

Commerce transfrontalier

Les villes frontalières de l'Est de la RDC jouent un rôle important dans le commerce transfrontalier. Goma a le taux d'urbanisation le plus rapide du pays (Banque mondiale 2018), tandis que Bukavu, Uvira, Kalemie et Ariwara (annexe 1) sont également toutes devenues des villes commerciales en plein essor où il est courant de travailler de l'autre côté de la frontière ou d'avoir une carte d'identité nationale d'un pays voisin (Titeca 2020). Même si les exportations globales de la RDC sont dominées par les produits extractifs (voir ci-dessous), les villes de l'Est de la RDC ont une part relativement élevée de produits commercialisables, ce qui suggère le potentiel d'augmentation du commerce de la CAE à mesure que les barrières tombent (Figure 1).

Figure 1: Activités marchandes et non marchandes dans les villes de la RDC

Figure 1.6 Tradable and Nontradable Activities in Cities, Grouped by Region



Source: World Business Environment Survey 2013.

Note: For each region, the following cities were surveyed: Central (Kananga and Mbuji-Mayi); East (Bukavu, Butembo, Goma, and Kisangani); South (Likasi and Lubumbashi); and West (Boma, Kikwit, Kinshasa, and Matadi).

Source : Banque mondiale 2018

Une grande partie de ces échanges repose sur des liens culturels et des migrations transfrontalières, le swahili, la langue véhiculaire de la CAE, étant largement parlé dans l'est de la RDC. Ils sont également soutenus par des liens socioculturels, ainsi que par des affinités ethniques (Wekesa 2022c).

Selon certains rapports, près de la moitié du commerce entre la RDC et la CAE est informel (Ecel 2020) et le commerce transfrontalier informel à certains postes frontières serait jusqu'à cinq fois plus élevé que le commerce formel (Mahabi 2017). Ce commerce comprend également des produits de grande valeur comme l'or (voir ci-

⁸ Les États membres de la CAE sont : Le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, tous membres fondateurs de la CAE depuis 2000 ; le Burundi et le Rwanda, depuis 2007 ; et le Sud-Soudan depuis 2012.

⁹ Dans ce document, l'Est de la RDC fait référence aux provinces du Haut-Uele, de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika.

dessous). On estime que 90 000 personnes opèrent en tant que commerçants au poste frontière de Bukavu/Rusizi entre la RDC et le Rwanda (Bedford 2019), 50 000 personnes à la " Petite Barrière " qui relie Goma et Gisenyi (ibid.), et 20 000 au poste frontière de Mpondwe entre la RDC et l'Ouganda les jours de marché (Titeca 2020). Environ 70 à 80 % de ces personnes sont des femmes, principalement engagées dans le commerce transfrontalier informel (CNUCED 2022).¹⁰ Une enquête récente estime que près de 72% des commerçants transfrontaliers informels entre le Rwanda et la RDC vivent en dessous du seuil de pauvreté (Mesa et Murhi 2021), constituant une "économie de survie" (Bedford 2019). Bien qu'il existe des cadres existants qui cherchent à répondre à ce type de commerce, notamment par le biais du COMESA (discuté ci-dessous), l'adhésion à la CAE réduirait en principe les obstacles au commerce pour les petits négociants transfrontaliers.

Plus concrètement, les villes frontalières congolaises servent souvent d'entrepôts pour la contrebande de marchandises en provenance de la région vers l'Ouganda (et le Rwanda selon les entretiens) afin d'éviter de payer le TEC de la CAE (par exemple, Titeca 2020). Afin d'éviter le dumping et le transbordement, un centre de suivi a été établi à Kampala pour surveiller les marchandises en transit vers la RDC (Xinhuanet 2019). Bien qu'il y ait apparemment des problèmes avec les dispositifs de suivi des cargaisons lorsqu'ils tombent ou sont volés dans les camions, avec des coûts associés pour les propriétaires de camions pour les remplacer (entretien avec des sociétés de transport en Ouganda et au Rwanda), l'adhésion de la RDC à l'union douanière de la CAE réduit l'incitation à un tel évitement.

Raccordements aux couloirs

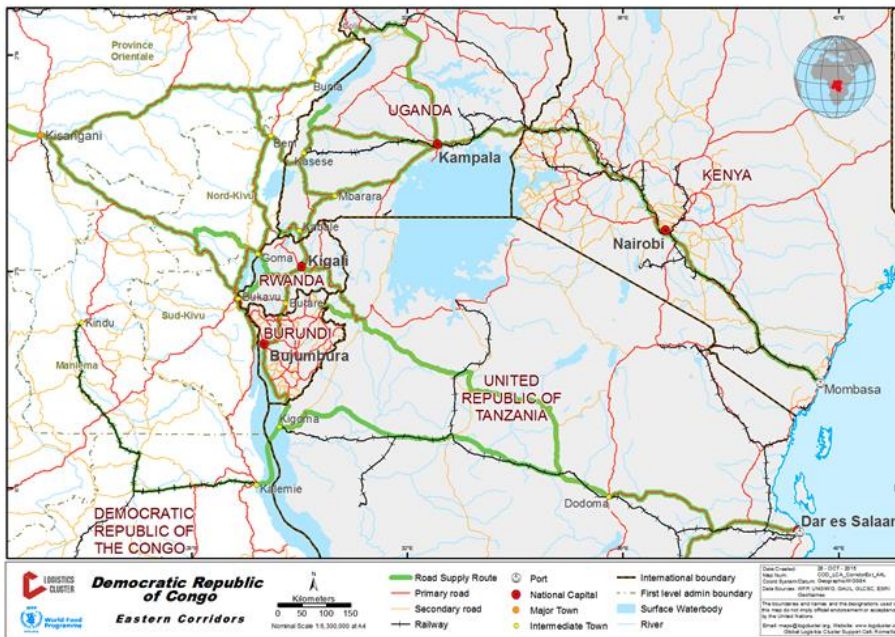
Au-delà du commerce transfrontalier local, Goma sert de plaque tournante reliant l'est de la RDC aux économies de la CAE par le biais de corridors de transport régionaux (Figure 2, Banque mondiale 2018).¹¹ Le Corridor Nord de Mombasa à Goma via Kampala transporte un trafic annuel estimé à 624 000 tonnes de marchandises provenant de l'intérieur et de l'extérieur de la région, soit 25% de moins que le Corridor Central, de Dar es Salaam à Goma et Bukavu (850 000 tonnes estimées) (IFC 2022). Bien que le port de Mombasa traite globalement plus de marchandises que Dar es Salaam, on estime que 75% des importations de la RDC en provenance de l'extérieur de la région empruntent le corridor central (NCTTCA, CCTTFA et TMEA 2022).¹² Cela fait de la concurrence du corridor, et en fait des chemins de fer parallèles à écartement standard au Kenya et en Tanzanie, un facteur de soutien clé pour l'intégration du commerce régional de la RDC (Opalo 2023). Une plus grande concurrence dans les ports d'Afrique de l'Est pour attirer plus de marchandises de la RDC - qui est déjà le troisième plus grand transporteur à Mombasa (Mwakio 2022a), et le plus grand à Dar es Salaam (AERC 2021, Malanga 2022) - peut également contribuer à la suppression des BNT, à l'augmentation des investissements dans la capacité portuaire et au développement des systèmes de transport multimodaux, qui pourraient tous réduire le temps et les coûts de transport globaux, favorisant ainsi l'augmentation des échanges (The Citizen 2022). Mais les impacts dépendront de la manière dont les réglementations de la CAE sont mises en œuvre et de la capacité des pays de la CAE à approvisionner le marché de la RDC plutôt que de faire transiter des marchandises supplémentaires par les ports.

¹⁰ Selon la CNUCED (2018), les femmes de la CAE sont majoritairement engagées dans des emplois vulnérables - en tant que travailleuses indépendantes ou contribuant à la famille - allant de 74% au Kenya à 97% au Burundi.

¹¹ Le corridor nord, qui s'étend jusqu'à Kisangani (voir figure 1), est un corridor stratégique dans le cadre de l'initiative "Global Gateway" de l'UE (CE 2022).

¹² Le port de Mombasa représente 67 % de l'ensemble du trafic de transit en Afrique de l'Est (NCTTCA, CCTTFA et TMEA 2022).

Figure 2: Corridors d'Afrique de l'Est reliés à l'est de la RDC



Source : NCTCA 2022 NCTCA 2022

L'une des rares analyses des effets de l'entrée de la RDC dans la CAE estime que l'adhésion de la RDC aura le plus grand impact sur les exportations rwandaises (81 millions de dollars), suivie par l'Ouganda (60 millions de dollars), la Tanzanie (50 millions de dollars) et ensuite seulement le Kenya (42 millions de dollars) et le Burundi (6 millions de dollars), en supposant une mise en œuvre complète des instruments de la CAE (Mugume et Nattabi 2021). Leur modèle suggère que les principales industries qui bénéficieront de l'adhésion de la RDC à la CAE seront l'agro-transformation, les produits métalliques (principalement le fer et l'acier) et les industries de minerais (Mugume et Nattabi 2021).¹³ D'autres estimations suggèrent que l'abaissement des barrières commerciales pourrait accroître le commerce de la RDC avec le Rwanda de 100 millions de dollars US, contre 56 millions de dollars US estimés en 2017 (IFC 2022). En plus de bénéficier d'un avantage géographique par rapport au Kenya et à la Tanzanie, le commerce entre le Rwanda et la RDC serait facilité par de fortes associations de commerçants, contrairement à d'autres pays de la CAE (Cuts international 2015 cité par Mugumi et Nattabi 2021).

Cela semble soutenir la notion de la RDC comme un " marché inexploité " qui peut aider à soutenir les exportations des pays de la CAE, avec des projections représentant une augmentation des exportations vers la RDC d'environ 24% pour le Rwanda et 29% pour l'Ouganda, 35% pour la Tanzanie, 28% pour le Kenya et 33% pour le Burundi.¹⁴ Cependant, comme nous le verrons plus loin, les volumes commerciaux actuels de la RDC représentent généralement une faible proportion des exportations globales des pays de la CAE, soit seulement 1 % des

¹³ Leur modèle se limite à une analyse des effets directs des changements de politique commerciale sur un marché, et suppose que les réductions tarifaires en RDC sont suivies d'une augmentation de l'offre en provenance d'autres pays de la CAE. Cette hypothèse n'est pas réaliste car il n'est pas certain que tous les produits soient effectivement exemptés de droits de douane. Deuxièmement, la réduction des droits de douane n'entraîne pas nécessairement une baisse du prix des marchandises, compte tenu de plusieurs autres barrières non tarifaires. Troisièmement, la capacité d'approvisionnement des pays partenaires est limitée par de nombreux autres facteurs que les droits de douane (par exemple, l'accès à l'électricité, le financement des activités de mise à l'échelle, etc.) Quatrièmement, comme le montre leur étude, la demande de la RDC pour les importations en provenance des pays de la CAE dépend de ce que ces pays produisent - la capacité de production limitée dans ces pays signifie qu'il n'y a peut-être pas beaucoup de possibilités de remplacer les importations de la RDC, principalement des produits manufacturés, en provenance du reste du monde.

¹⁴ Sur la base des chiffres qu'ils fournissent pour les exportations vers la RDC en 2018.

exportations rwandaises totales en 2020, 2 % pour le Kenya et la Tanzanie, mais 5 % pour l'Ouganda et 6 % pour le Burundi ([Atlas de la complexité économique 2023](#)).¹⁵

Accords régionaux, de corridor et bilatéraux

Les relations commerciales susmentionnées sont soutenues par un ensemble d'accords régionaux, de corridors et bilatéraux existants. La RDC est membre de plusieurs organisations régionales existantes qui se chevauchent avec les membres de la CAE, notamment le COMESA et la SADC. Tous les membres de la CAE, à l'exception de la Tanzanie, sont membres du COMESA, tandis que la Tanzanie est membre de la SADC. Bien que les chevauchements dans les engagements régionaux puissent nuire à l'intégration de la CAE au lieu de la soutenir (voir ci-dessous), certains aspects du régime commercial du COMESA soutiennent actuellement le commerce de la RDC avec les pays de la CAE. La RDC est signataire du système de garantie de transit douanier du COMESA, du système d'assurance de la carte jaune du COMESA et du système virtuel de facilitation du commerce qui est actuellement utilisé dans le corridor nord (COMESA 2018). Ces systèmes offrent une protection pour le commerce intra-CEA, avant l'adhésion à la CAE.

Le régime commercial simplifié (RCS) du COMESA est également important pour le commerce à petite échelle avec le Rwanda et l'Ouganda. Il réduit les exigences bureaucratiques pour le commerce à petite échelle de produits frais, une catégorie clé d'exportations de la RDC vers ses voisins (entretien). Mais les personnes interrogées citent des tensions sur la manière dont la RCS est appliquée dans la pratique, avec un accord bilatéral requis à chaque frontière sur les produits qui bénéficient du régime. Les marchandises agrégées de plusieurs commerçants, une solution permettant aux petits commerçants de poursuivre leurs activités pendant les fermetures de la frontière COVID-19 (Mvunga et Kunaka 2021), a été rejetée par le Rwanda qui l'accuse d'avoir faussement déclaré de grands envois en tant qu'envois agrégés, et donc de ne pas être éligibles à la DOD (entretiens). Il existe une perception selon laquelle "l'Ouganda et le Rwanda veulent que leurs marchandises entrent en franchise de droits en RDC mais pas l'inverse" (entretien) et un désaccord sur le seuil pour la DOD - le Rwanda applique un seuil de 500 USD contre 2000 USD en Ouganda (entretien, expert transfrontalier, Amumpaire 2019).

Si certains espèrent que l'adhésion au marché commun de la CAE contribuera à réduire les tensions et les obstacles au commerce transfrontalier, de manière plus générale, la *profondeur de l'intégration* recherchée par le biais de la CAE va plus loin que les autres engagements régionaux de la RDC. La CAE est plus avancée dans l'intégration de son marché (ARII 2020) que le COMESA, la SADC ou la CEEAC, offrant ainsi des opportunités pour une intégration économique plus profonde de la RDC avec ses voisins par le biais d'un marché commun. On peut dire que la CAE a également appris et s'est inspirée de certains aspects du COMESA, et qu'elle est façonnée par les idées et les processus décisionnels de membres tels que le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda (Reiss 2022).

Au-delà des adhésions régionales, la RDC est membre de l'Autorité de coordination du commerce et du transport du corridor nord (NCTTCA) et de l'Agence de facilitation du transport en transit du corridor central depuis 2006, des plateformes multi-pays pour traiter les barrières non tarifaires et d'autres questions de transport le long du corridor vers Mombasa et Dar es Salaam. L'année 2017 a également été marquée par un accord entre la NCTTCA et la Commission économique des Grands Lacs (CEPGL) - qui comprend la RDC, le Rwanda et le Burundi - pour coordonner le commerce, la promotion des affaires et les projets d'infrastructure de transport transfrontaliers (NCTTCA 2017). Bien que la CEPGL ne joue pas un rôle majeur dans la gestion du commerce, elle a fourni la base pour les voyages sans visa entre la RDC, le Rwanda et le Burundi - une base importante pour le commerce transfrontalier local discuté ci-dessus.

¹⁵ L'analyse des exportations globales de chacun des pays de la CAE à l'horizon 2020.

Le commerce et le transport figurent également dans une série d'accords bilatéraux entre la RDC et ses voisins. Il s'agit notamment d'un accord entre le port de Mombasa et la compagnie maritime Lignes Maritimes Congolaises, propriété du gouvernement de la RDC, qui vise à renforcer la place des marchandises en transit de la RDC dans le port de Mombasa - dont la part de marché est actuellement de 8,2 % - après l'Ouganda et le Sud-Soudan (AERC 2021 ; Mwakio 2022b). Il s'agit de l'un des quatre accords signés avec le Kenya en 2021, qui portent également sur la sécurité, l'immigration, le transport maritime, le développement des infrastructures (Sunday 2021) et l'agriculture (Owino 2022). En outre, le Kenya prévoit d'ouvrir un consulat à Goma, avec un consul honoraire basé à Lubumbashi pour faciliter le commerce entre le Nord et le Sud-Kivu et le Kenya (Blanshe 2022c), renforçant ainsi la base institutionnelle du commerce avec la RDC. La RDC a également signé trois accords de coopération bilatérale avec le Rwanda en 2021 sur la promotion et la protection des investissements, sur la prévention de la double imposition, ainsi qu'un protocole d'accord sur la coopération dans le domaine de l'exploitation minière de l'or (Xinhuanet 2021). Un accord similaire visant à faciliter le commerce transfrontalier avec le Burundi, y compris les ponts et les infrastructures, a également été signé en 2021 (Ilunga 2021). En octobre 2022, des accords ont également été signés avec la Tanzanie pour améliorer les infrastructures régionales et relancer une commission mixte sur la coopération bilatérale afin de stimuler les liens commerciaux (The Exchange 2022).¹⁶

Au-delà d'accords similaires avec l'Ouganda (MITC 2018), l'attention a surtout été attirée par la décision des gouvernements de la RDC et de l'Ouganda de reconstruire 223 km de routes prioritaires reliant les deux pays (voir CRG et Ebuteli 2022). Étroitement lié aux questions économiques et sécuritaires, discutées ci-dessous, cet accord fournit également sur le papier un cadre favorable à une plus grande intégration du marché de la RDC et de la CAE.

Une nouvelle approche régionale pour la stabilité de la RDC

Bien que la RDC et les membres de la CAE soient tous membres de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL), créée en 2003 à la suite de la crise militaire en RDC, la CAE offre en principe une plateforme de dialogue supplémentaire, avec l'avantage potentiel que l'adhésion à la CAE permet de relier les questions économiques aux préoccupations en matière de paix et de sécurité.¹⁷ L'un des premiers résultats de l'adhésion de la RDC à la CAE a été la création et le déploiement d'une nouvelle force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EACRF). Cela a permis au Burundi, au Kenya, au Sud-Soudan, à la Tanzanie et à l'Ouganda de fournir des troupes dans une nouvelle tentative de ramener la paix dans l'est de la RDC (de Walle 2022).

La CAE offre donc un lien entre une nouvelle force régionale pour la stabilité et l'intégration économique, répondant ainsi et s'alignant sur les différents intérêts des États dans l'adhésion de la RDC à la CAE, discutée ci-dessous.

La RDC ne manque donc pas d'*accords institutionnels formels* pour promouvoir le commerce et le transport avec ses voisins, tandis que les accords sur les infrastructures semblent également annoncer une plus grande connectivité physique. Bien qu'il y ait des défis dans la mise en œuvre que l'adhésion à la CAE pourrait aider à surmonter, l'expérience et les analyses passées soulignent l'importance des "intérêts nationaux" dans la réalisation des ambitions régionales. Pour les perspectives d'intégration de la CAE, cela implique de mieux comprendre les positions prises en RDC mais aussi celles des États membres de la CAE, où un nouveau rôle pour la CAE dans l'instabilité de la RDC a également été important.

¹⁶ [Des discussions](#) bilatérales ont également eu lieu sur la coopération avec le Sud-Soudan.

¹⁷ Les membres de la CIRGL sont : Angola, Burundi, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Kenya, Ouganda, Rwanda, République du Sud-Soudan, Soudan, Tanzanie et Zambie (CIRGL 2022).

2.4. Intérêts politiques de haut niveau

Alors que le Secrétariat de la CAE et l'actuel Secrétaire Général sont cités comme les champions de l'admission de la RDC - certains dans les cercles politiques de la RDC parlant même de " pression " pour pousser la RDC à rejoindre la CAE (entretiens) - le régionalisme dans la CAE, comme dans d'autres blocs, est principalement déterminé par les relations personnelles entre les chefs d'État et l'interaction de la politique nationale avec la politique régionale (par exemple (Rodrigues 2019 ; Vanheukelom et al. 2016). Cette section examine certaines des dynamiques clés de l'économie politique qui semblent soutenir l'intégration de la RDC et de la CAE

RDC : la paix par l'intégration économique ou l'inverse ?

L'élection du Président Tshisekedi en 2019 a été un moment clé pour l'adhésion de la RDC à la CAE. La demande d'adhésion à la CAE a été faite peu de temps après son arrivée au pouvoir et, pour de nombreuses personnes interrogées, elle faisait partie d'une stratégie précoce visant à répondre aux tensions politiques internes et à prendre ses distances par rapport à son prédécesseur.

Malgré une ascension contestée au pouvoir, comme indiqué dans l'encadré 1, Tshisekedi a depuis évincé son prédécesseur, le président Kabila, pour relâcher le contrôle de ce dernier sur les principaux leviers du pouvoir politique et économique en RDC (Gras et Tshiamala 2020). L'admission à la CAE est également interprétée par certains comme une réponse aux liens étroits de son prédécesseur avec les dirigeants de la SADC (Gras 2022), notamment en raison de leur soutien à la RDC dans les conflits précédents avec ses voisins de l'Est (Koyi 2022). Le président Tshisekedi a beaucoup voyagé chez ses voisins de l'Est peu après son élection pour tenter un rapprochement (International Crisis Group 2019, Berwouts 2021) et a été à l'avant-garde de la négociation des accords bilatéraux avec ses voisins, alignant ainsi les intérêts des voisins sur l'objectif plus large de l'intégration de la CAE.

Boîte 1: Aperçu de la politique électorale en RDC

Le président Tshisekedi est arrivé au pouvoir en janvier 2019 à l'issue d'élections très disputées (Englebert 2019), dont les résultats ont été rejetés par le vaincu Martin Fayulu, qui les a qualifiés de "coup d'État électoral" (Aljazeera 2019). Même si une grande partie de la population avait soutenu Fayulu, qui, selon les preuves, était le véritable vainqueur des élections (Loffman 2019; DigitalCongo 2019), les acteurs internationaux et régionaux ont tous accepté le président élu malgré le "marché corrompu" qui l'a amené au pouvoir, dans l'intérêt de la "stabilité" (Mayaka 2019).

La politique régionale a également joué un rôle. Après avoir initialement appelé à un recomptage des voix, la SADC s'est rapidement prononcée en faveur de Tshisekedi après que le président sud-africain Ramaphosa l'a félicité. De même, alors que l'UA a mis en doute les résultats des élections et a décidé d'envoyer une délégation, l'annonce de la SADC a mis à mal cette décision. D'autres pays ont suivi en reconnaissant Tshisekedi comme président, tandis que les États-Unis ont imposé des sanctions aux personnes responsables de l'élection "pour tirer un trait sur le passé et construire une relation constructive avec la nouvelle administration" (FT 2019).

En décembre 2020, Tshisekedi a annoncé la dissolution de sa coalition FCC-CACH avec l'ancien président Joseph Kabila, et s'est assuré une nouvelle majorité politique au parlement parce que " le gouvernement de la coalition FCC-CACH n'a pas permis la mise en œuvre du programme qui m'a amené à la présidence " (Gras et Tshiamala 2020). En effet, le président sortant Joseph Kabila avait jusqu'alors conservé une place forte au parlement, avec 91 sièges sur 100 au sénat affiliés à son FCC tandis que l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) du président Tshisekedi n'en avait qu'un seul (Ronceray et Byiers 2019).

Au lieu de cela, la "méga-coalition" nouvellement formée par l'Union Sacrée a vu "un mélange improbable composé du propre parti de Tshisekedi, l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), d'alliés tels que l'Union pour la Nation Congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, de transfuges du FCC et de deux poids lourds de l'opposition : Ensemble pour la République de Moïse Katumbi et le Mouvement de Libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba" (Yahmed 2021).

Néanmoins, des divergences politiques sont signalées entre le président et certains de ses alliés (Zounmenou 2021), et la majorité parlementaire reste fragile, avec des prédictions selon lesquelles de nombreux membres de sa coalition se présenteront aux élections contre le président en 2023. Même au sein de l'UDPS, on signale une concurrence importante pour le contrôle du parti (Sylvestre-Treiner 2023) qu'un remaniement ministériel en mars 2023 a sans doute tenté de résoudre (AfricaNews 2023). La dimension régionale du conflit dans l'est de la RDC ne peut donc pas être dissociée de la politique intérieure et des élections de 2023.

Le président Tshisekedi a ainsi fait de l'instabilité dans l'est de la RDC une question explicitement régionale, et donc une préoccupation pour la CAE (Blanshe 2022d). Comme nous le verrons plus loin, les préoccupations de politique intérieure et les efforts renouvelés de paix et de sécurité régionales apparaissent donc comme des objectifs clairs de la demande d'adhésion de la RDC à la CAE, peut-être même avant celui de l'intégration des marchés.

Intérêts kenyans dans l'adhésion à la RDC

Bien que la demande d'adhésion de la RDC à la CAE ait été présentée sous la présidence du président rwandais Kagame, le processus de vérification en 2021 et l'admission finale ont eu lieu sous la présidence de l'ancien président kenyan Kenyatta. Kenyatta et Tshisekedi auraient eu de bonnes relations personnelles, ce qui a contribué à expliquer l'admission rapide de la RDC au sein du bloc (Blanshe 2022a)¹⁸, Kenyatta étant le seul chef d'État à assister à l'investiture de Tshisekedi (Shaban 2019 ; DigitalCongo 2019). La coalition politique CACH de Tshisekedi a été formée à Nairobi (voir encadré 2), où il a lancé sa candidature à la présidence de la RDC.

Parallèlement à ces relations de haut niveau, les entreprises kenyanes ont tout intérêt à pénétrer le marché de la RDC (Sunday 2021 ; Omondi 2021). Bien qu'il ne soit pas estimé être le principal bénéficiaire de la croissance des exportations vers le marché des biens de la RDC (voir ci-dessus), le Kenya est sans doute mieux positionné pour tirer profit du marché de la RDC dans le secteur des services (Assoko et al. 2022). C'est particulièrement le cas pour le secteur financier, avec des poids lourds comme Equity Bank qui est désormais la deuxième plus grande banque de la RDC après avoir acquis une importante banque locale (la BCDC) en 2019, ainsi que Kenya Commercial Bank (Owino 2022).¹⁹ L'ancien président Kenyatta aurait soutenu ces deux grands prêteurs en échange de leur financement de l'établissement de Brookside Dairy, étroitement lié à la famille Kenyatta, en RDC (Africa Intelligence 2020). Equity Bank et 26 autres banques ont également annoncé "une initiative initiale de 1,6 milliard de dollars dans les secteurs de l'exploitation minière, de la fabrication et de la construction au Congo" (Amadala 2022), ce qui laisse présager d'autres initiatives kenyanes dans l'économie de la RDC.²⁰ Ces liens économiques, et l'impératif de sauvegarder les liens existants, renforcent les arguments en faveur de l'inclusion de la RDC dans la CAE, offrant une opportunité d'inverser le déclin du commerce au cours des années précédentes (Omondi 2021).

¹⁸ Dans l'ensemble, le fait que deux sommets extraordinaires aient été convoqués pour examiner et approuver la demande de la RDC et la rapidité avec laquelle cela s'est produit démontrent la volonté de tous les chefs d'État d'accélérer le processus (interview).

¹⁹ L'entreprise prévoit de doubler ses bénéfices, grâce à la croissance de l'unité en RDC (Kavanagh 2022).

²⁰ Il s'agit notamment de Rentco Africa Ltd (services financiers), Optiven Group (immobilier), Greenlight Planet Ltd ou désormais Sun King (produits d'énergie solaire), Jumbo Foam Ltd (produits ménagers), BIDCO (produits de grande consommation), Geomaps (solutions d'information géographique), Nyanja Associates (services d'architecture), entre autres (Okoth 2022).

Une partie de cette offensive économique peut être considérée comme une concurrence aux économies de la SADC. Au-delà de l'affinité politique de l'ancien président Kabila avec la SADC, la poursuite par le Kenya de ses intérêts commerciaux, en particulier dans le secteur financier, vise à supplanter le rôle précédemment assumé par les pays de la SADC, en particulier l'Afrique du Sud (Wekesa 2022a). Plusieurs entreprises des pays membres (par exemple le Kenya et l'Ouganda) se sont jointes à des missions commerciales pour explorer les opportunités commerciales, en particulier dans des secteurs tels que les biens de consommation à rotation rapide, l'agroalimentaire et les matériaux de construction (Ndagire 2022, Kamoga 2022 ; entretiens). En outre, les opérations et les installations portuaires de Mombasa fournissent plus d'un tiers de toutes les recettes fiscales du gouvernement central - quelque 700 milliards de KES (5,8 milliards de dollars) sur 2 milliards de KES en 2021 (Oxford Analytica 2022) - ce qui constitue une incitation supplémentaire pour le Kenya à s'engager davantage dans le commerce avec la RDC et dans la concurrence du corridor mentionnée ci-dessus.

Compte tenu de ces intérêts apparemment alignés entre la RDC et le Kenya et de la plus grande distance du Kenya par rapport à l'instabilité de la RDC, physiquement et politiquement (Blanshe 2022a), le Kenya a émergé pour diriger la Force Régionale de la CAE, présentée ci-dessus. Des efforts sont faits pour négocier avec les groupes rebelles afin de mettre fin aux combats par le biais du processus de Nairobi²¹, dans le cadre duquel l'ancien président Kenyatta a été désigné comme facilitateur et négociateur après s'être retiré lors de l'élection du président Ruto (Ilunga 2022a). Même si le leadership kenyan est perçu comme positif à Kinshasa²², on craint que, bien que dirigeant la force, il n'y ait qu'un contrôle limité des opérations menées par d'autres pays. Les événements récents suggérant que l'EACRF a jusqu'à présent été moins efficace qu'espéré, une plus grande implication de la SADC s'observe (voir ci-dessous).²³

Intérêts ougandais

Le président ougandais Museveni a également considérablement renforcé ses liens avec le président Tshisekedi. En juin 2021, dans le cadre de l'accord bilatéral entre la RDC et l'Ouganda, le président Museveni a commencé à réhabiliter plusieurs tronçons de route reliant les principales villes de l'est du Congo à l'Ouganda, dont celui reliant Goma à Bunagana, contournant ainsi le Rwanda pour rejoindre ce grand marché (Gras 2022b). Dans le cadre du même accord, le Président Tshisekedi a donné le feu vert à l'intervention conjointe avec les forces ougandaises contre les groupes rebelles actifs au Nord-Kivu et en Ituri (CRG et Ebuteli 2022, Gras 2022).

Bien que beaucoup pensent que le Kenya bénéficiera le plus de l'admission de la RDC dans la CAE (par exemple, Assoko et al. 2022), les données et les exercices de modélisation suggèrent que le Rwanda et l'Ouganda sont ceux qui gagneront le plus en termes de valeurs d'exportation. En tant que pays enclavé, l'Ouganda dépend davantage du commerce intrarégional que les pays côtiers, mais les relations commerciales avec ses voisins sont souvent perturbées. Cela est dû aux guerres commerciales avec le Kenya et, dans une certaine mesure, avec la Tanzanie (voir Byiers et al. 2021), à des facteurs externes tels que la guerre civile au Sud-Soudan (Rauschendorfer et Shepherd 2020) et les tensions politiques, comme le montre le cas du Rwanda (voir ci-dessous).

Le président Museveni s'est donc attaché à développer les opportunités commerciales dans la région. Des intérêts commerciaux ougandais sont également à la base des projets de construction de routes en RDC mentionnés ci-dessus. Des contrats ont été spécifiquement attribués à Dott Services, une société ayant des liens étroits avec la famille Museveni (CRG et Ebuteli 2022) qui a récemment signé des contrats dans les secteurs de l'exploitation

²¹ Il s'agit de négociations de paix visant à discuter des conditions dans lesquelles les groupes rebelles déposeront les armes (Fabricius 2022). Les groupes rebelles étrangers ont été exclus de ce processus. Cependant, cela inclut également le M23 qui est perçu comme étant soutenu par l'étranger.

²² Bien que les tensions persistent (Kagire 2023).

²³ Par exemple, selon van de Walle (2022), le contingent burundais de l'EACRF a été placé sous commandement congolais plutôt que kenyan et semble principalement poursuivre les intérêts burundais au Sud-Kivu, bien qu'il ne soit pas clair s'il fait techniquement partie de l'EACRF.

minière, de l'aviation et des infrastructures dans l'est de la RDC (Titeca 2022).²⁴ D'autres intérêts sont perçus dans la garantie de la paix et de la sécurité, étant donné les intérêts ougandais dans l'oléoduc d'Afrique de l'Est (EACOP) le long de la frontière avec la RDC.

Les intérêts de l'Ouganda dans l'adhésion à la RDC sont également liés à ses propres tensions avec le Rwanda voisin, où les rivalités et la méfiance historiques et géopolitiques se sont également répercutées sur les relations en matière de commerce et de transport. Les tensions entre le Rwanda et l'Ouganda ont culminé avec la fermeture pendant trois ans du poste frontière de Gatuna à la suite, notamment, de soupçons rwandais de soutien ougandais au Congrès national rwandais (Interviews), dirigé par des dissidents.²⁵ La perte du jour au lendemain d'un accès facile au marché rwandais et les relations commerciales généralement défavorables mentionnées ci-dessus ont incité les Ougandais à rechercher de nouveaux marchés. L'accord d'infrastructure conclu par l'Ouganda avec la RDC, en contournant le Rwanda, est perçu par certains sous cet angle (entretiens, Biryabarena 2021).²⁶

Ainsi, le processus d'intégration de la CAE continue de se dérouler dans un contexte de méfiance considérable entre les membres (Gras 2022c) qui pourrait à nouveau compromettre la possibilité de mettre en œuvre l'accord et d'en récolter les bénéfices. Si beaucoup craignent que les rivalités régionales, en particulier entre l'Ouganda et le Rwanda, n'aggravent encore l'insécurité dans l'est de la RDC, la situation évolue, certains suggérant que les relations entre les chefs d'État des différents membres de la CAE sont en train de changer pour le mieux, avec une convergence d'intérêts pour éradiquer les groupes de rebelles et de miliciens.²⁷

2.5. Résumé de la section

Dans l'ensemble, les déclarations politiques des dirigeants de la RDC et de la CAE suggèrent des avantages mutuels, liant la sécurité dans l'est à l'intégration économique, mais au-delà de cela, le mouvement semble relier la politique intérieure de la RDC et même de l'Ouganda à l'intégration régionale.

Les structures et les accords institutionnels le long des corridors et entre la RDC et ses voisins sous-tendent déjà des relations commerciales que l'adhésion à la CAE devrait encore renforcer. L'adhésion de la RDC à la CAE a offert une nouvelle approche pour faire face à l'instabilité dans l'est du pays, qui implique le Kenya, par l'intermédiaire de la Force régionale de l'Afrique de l'Est nouvellement créée.

Cependant, comme le montre la section suivante, nombre de ces acteurs et facteurs "favorables" sont affaiblis par d'autres. Avec la réapparition de la violence dans l'est de la RDC depuis l'adhésion à la CAE, des voix dissidentes soulignent les dangers d'inclure un voisin aussi important et instable dans ce qui est généralement considéré comme le bloc régional africain le plus intégré (par exemple Serumaga 2022, Musisi 2021). Bien que les relations institutionnelles préexistent, les mauvais résultats de la RDC dans la mise en œuvre d'autres engagements régionaux (par exemple CNUCED 2020) ont limité leurs avantages, jetant des doutes sur la mesure dans laquelle les ambitions

²⁴ Selon les recherches du CRG et d'Ebuteli (2022), l'UPDF est intervenue pour protéger le matériel de Dott Services à Bunagana lors de l'attaque du M23.

²⁵ Gatuna est l'une des frontières les plus importantes d'Afrique de l'Est, reliant plusieurs villes de la région au port de Mombasa, avec une moyenne de 2 518 camions passant chaque mois (SSATP 2013). La construction d'un poste frontière à guichet unique devait être achevée en août 2022 et plus de 150 camions de transit traversent la frontière chaque jour depuis sa réouverture (EABC 2022b).

²⁶ En effet, certains ont émis l'hypothèse qu'une partie de la raison qui a déclenché l'affrontement entre le Rwanda et l'Ouganda était la concurrence pour les opportunités commerciales dans l'est de la RDC (Ivudria 2022).

²⁷ Selon l'International Crisis Group (2022), les interventions de l'Ouganda et du Burundi pour lutter contre les groupes rebelles (respectivement l'ADF et le RED-Tabara) auraient "irrité le Rwanda" et risquent de provoquer de nouveaux bouleversements en RDC, le président rwandais Kagame ayant averti qu'il pourrait lui aussi envoyer des soldats. Certains suggèrent néanmoins que le Burundi et le Rwanda sont de nouveau en bons termes, les deux pays étant vivement intéressés par une amélioration de la situation, tandis que l'Ouganda et le Rwanda sont du même côté de la question du M23.

de haut niveau sont partagées au-delà des élites gouvernementales ; et si oui ou non le secteur privé congolais sera incapable de rivaliser avec les entreprises de la CAE (par exemple Koyi 2022 ; entretiens).

3. Obstacles à la réalisation de la promesse d'intégration de la CAE

Malgré les multiples facteurs en faveur de l'intégration de la RDC dans la CAE, ils pourraient ne pas suffire à eux seuls à garantir un changement visible sur le terrain afin qu'une véritable intégration économique puisse avoir lieu.

3.1. Intégration économiquement précaire

La présence de groupes rebelles ayant des liens avec les pays voisins compromet simultanément la sécurité et le commerce, le transport et la circulation des personnes dans la région, quels que soient les régimes commerciaux en place. Les deux provinces orientales du Nord-Kivu et de l'Ituri sont soumises à la loi martiale depuis mai 2021 (HRW 2022) pour contrer plus d'une centaine de groupes rebelles très fragmentés dans la région (Kivusecurity.org 2017). La concurrence entre les voisins de la RDC pour l'influence et le contrôle des ressources minérales est étroitement liée au conflit qui sévit dans l'est de la RDC depuis les années 1990, dont il est question dans l'encadré 2 (Parens 2022). Même si l'adhésion à la CAE offre de nouveaux moyens de résoudre le conflit dans l'est de la RDC, l'instabilité reste un défi pour la réduction des obstacles au commerce et à l'intégration économique.

Boîte 2: Explication de l'insécurité dans l'est de la RDC

L'est de la RDC abrite plus de 100 groupes rebelles différents, souvent soutenus par des puissances étrangères. Compte tenu de l'historique des interventions du Rwanda et de l'Ouganda, et dans une certaine mesure du Burundi, il existe des soupçons de "guerres par procuration en soutenant des groupes rebelles opposés à leurs rivaux" dans l'est de la RDC (Sematumba et Delaunay 2022).

L'un de ces groupes est le M23, né d'une mutinerie de l'armée en 2012. Il est au cœur des tensions actuelles entre le Rwanda et la RDC. Malgré plusieurs accords visant à réintégrer ces soldats dans l'armée de la RDC, notamment sous le président Tshisekedi, le groupe a refait surface et ses récents affrontements avec l'armée congolaise (FARDC) ont forcé jusqu'à 200 000 personnes à fuir leurs foyers (North 2022), principalement en tant que réfugiés en Ouganda (Africa Confidential 2022a). La RDC accuse le Rwanda de soutenir le M23 (qui serait dominé par des Tutsis congolais cherchant à se protéger des groupes hutus, dont les FDLR). Le Rwanda nie cette allégation - malgré des preuves récentes suggérant le contraire (Shipani 2022b) - et accuse à son tour la RDC de collaborer avec les FDLR, un groupe rebelle rwandais issu des auteurs du génocide de 1994 au Rwanda (Aine 2022). Bien qu'il y ait des preuves d'une certaine collaboration tactique entre les FARDC et les FDLR (New Humanitarian 2014), les relations ont par ailleurs été conflictuelles (CRG 2022a). Dans le même temps, les FDLR, même si elles sont désormais assez petites selon ICG (2022) et CRG (2022a), constituent une menace pour la sécurité du Rwanda, capable de causer des perturbations importantes si elles devaient s'infiltrer à travers la frontière du Rwanda comme elles l'ont fait en 2019.

Mais le M23 n'est qu'un des plus de 100 groupes rebelles dans cette région, qui n'est même pas le plus fort ou le plus violent à l'heure actuelle (Tshiamala 2022). Il y a eu une recrudescence de la violence perpétrée par d'autres groupes et le gouvernement congolais lui-même utilise des groupes comme le NDC-R comme mandataire pour lutter contre les FDLR (CRG 2022b).

Certains ont affirmé que la détérioration des relations entre la RDC et le Rwanda est également liée au déploiement des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF) dans le Nord-Kivu pour combattre les ADF, un groupe rebelle en exil responsable

d'atrocités dans l'est de la RDC depuis 2013, ayant prêté allégeance à l'État islamique (IS, ou Da'ish), qui s'étendent jusqu'au nord du Mozambique, également confronté à une insurrection (Africa Confidential 2022a) et qui constituent une préoccupation pour d'autres pays, notamment le Kenya et la Tanzanie. Les autorités rwandaises soupçonneraient l'Ouganda d'avoir des arrière-pensées en RDC à travers le rôle de Dott Services, une société qui serait liée au demi-frère du président Museveni, Salim Saleh, et ses projets routiers en RDC (Africa Confidential 2022a). "Kigali ne voit pas cela d'un bon œil, car les routes favoriseraient le commerce en direction de Kampala, y compris les quantités massives de minerais congolais illicites, dont l'or, qui sont actuellement acheminés vers le Rwanda et l'Ouganda" (Ibid.). Les opinions de la population de l'est de la RDC sont également mitigées, certains voyant cela d'un bon œil étant donné la menace que représentent les ADF, tandis que d'autres sont sceptiques quant aux motivations ougandaises (Sematumba et Delaunay 2022).

De plus, "les relations de l'Ouganda avec le Burundi se sont améliorées lorsque la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda a été fermée et que les deux pays ont décidé de construire une route les reliant l'un à l'autre via la Tanzanie, en contournant le Rwanda". Néanmoins, avec le nouveau président burundais Évariste Ndayishimiye, d'autres experts notent un certain rapprochement entre les deux pays, y compris un accord pour mettre fin aux hostilités (New Times 2022).

Les mêmes parties qui ont créé l'EACRF sont elles-mêmes accusées de parrainer des insurgés, de sorte que la RDC ne voulait pas que le Rwanda participe à l'EACRF, et a même expulsé l'ambassadeur rwandais à Kinshasa (Africanews 2022a). Des acteurs extérieurs se sont entretenus avec les dirigeants des deux pays dans le but de négocier la paix, notamment le président angolais João Lourenço, qui est également président de la CIRGL (Ilunga 2022b), et plus récemment le président français Emmanuel Macron en marge de l'Assemblée générale des Nations unies (AFP 2022).

Les experts s'interrogent sur l'impact probable de l'accord rapide sur l'EACRF (entretiens ; Fabricius 2022). La création d'une force régionale de maintien de la paix a déjà été tentée par la SADC en 2013, sans grand succès (Fabricius 2016), alors que tous les pays de la CAE disposent déjà de forces sur le terrain par le biais de la MONUSCO des Nations unies ou d'accords bilatéraux (Blanshe 2022f). En effet, "les questions de sécurité dans la région sont susceptibles de rester essentiellement bilatérales" (Blanshe 2022d), ce qui souligne l'importance de comprendre les politiques entre les différents États membres de la CAE (van de Walle 2022). En outre, le manque de confiance entre les États membres de la CAE et les rivalités régionales semblent aller à l'encontre d'une solution régionale (International Crisis Group 2022) - comme l'a déclaré un agent de dédouanement (déclarant) : "Les pays membres de la CAE luttent contre l'agression mais continuent d'agresser.

Bien que l'EACRF ait été considérée par certains comme une tentative du président Tshisekedi de se distancier des relations passées entre la RDC et la SADC, plus récemment, au début de 2023, l'échec perçu de l'EACRF à ramener la paix a conduit à des discussions sur l'entrée dans le pays de troupes angolaises et potentiellement d'autres troupes de la SADC (EastAfrican, 2023a). Ces troupes s'ajouteront aux autres États présents en RDC sous l'égide de la MONUSCO, à savoir l'Afrique du Sud, le Maroc, la Tanzanie et le Malawi (ONU 2022), ainsi qu'à des pays extérieurs au continent.

Parmi les questions relatives au financement de ces différentes forces, les pays membres ayant du mal à payer la facture et la communauté internationale étant peu encline à le faire, il existe également des points d'interrogation concernant la coordination des troupes nationales avec les forces de l'ONU ainsi qu'avec l'armée congolaise (Ibid.).²⁸ Cela risque de créer des incitations perverses au pillage et à la spoliation afin de trouver des ressources pour payer les troupes, comme cela a été le cas auparavant (Iyenda 2005). Bien que les minéraux de la RDC soient cités par la

²⁸ Le Kenya s'est engagé à verser 7,2 milliards d'euros (Mwangi 2022), mais cette initiative a suscité des critiques dans le pays en raison des problèmes de sécurité que connaît le Kenya (AlJazeera 2022a).

RDC et ses nouveaux partenaires de la CAE comme faisant partie de la base de l'intégration RDC-CEA, ils jouent également un rôle important dans l'insécurité du pays, comme indiqué dans l'encadré 3.

Bien que les groupes rebelles soient associés aux minerais, il existe une concurrence entre d'autres acteurs pour contrôler ces ressources, notamment "les réseaux criminels transnationaux, les voisins de la RDC et les entreprises multinationales" (Sehmi 2021).²⁹ Outre les "minerais de conflit"³⁰ tels que le coltan (Ojewale 2022), ce qui, selon certains, constitue une présentation trompeuse du problème (voir par exemple Vogel 2022), d'autres, comme le cobalt, sont tout simplement exportés en contrebande avec la connivence et la collusion des agents des douanes et des frontières (Ndagano 2020). Ces chaînes d'approvisionnement informelles fonctionnent parallèlement aux canaux formels d'extraction des minerais, comme l'explique l'encadré 3. Les solutions techniques telles que la traçabilité des minerais et la simplification des procédures frontalières n'ont pas été couronnées de succès (Hanspal 2022), en partie à cause de la nature informelle des procédures frontalières.

Boîte 3: L'exploitation minière et l'insécurité en RDC

La RDC possède d'importants minéraux inexploités et se classe parmi les plus grands producteurs de cobalt (70% de la production mondiale en 2021, Kelly 2023), de tantale (le plus grand en 2022, Pistilli 2022), d'étain (troisième en 2020, ITA 2020), de cuivre (troisième en 2021, Venditti 2022). En outre, le pays possède les dixièmes réserves d'or au monde (KPMG 2014) et est le troisième producteur mondial de diamants industriels (African Review 2021).

Les contrats miniers industriels sont souvent associés à la mauvaise administration (Okafor-Yarwood et Muhongo 2021) et à la corruption, impliquant de grandes multinationales (BBC 2022), et à la capture des élites (Fabricius 2022b), y compris l'utilisation d'argent appartenant à des entreprises publiques pour poursuivre des intérêts politiques et s'enrichir (Landportal 2020Reuters 2020a). En outre, l'activité minière dans le Nord et le Sud-Kivu, ainsi qu'en Ituri, est perturbée par les attaques armées des groupes rebelles (IPIS 2020).

Le secteur est caractérisé par un dualisme où les minéraux sont extraits au niveau industriel et artisanal avec des chevauchements entre les deux - les mines industrielles externalisent et sous-traitent pour accéder à une main-d'œuvre bon marché et flexible dans les mines artisanales afin de gérer les pressions croissantes sur les coûts (Geenen et Verbrugge 2020). Au-delà des avantages en termes d'emploi, l'exploitation minière informelle permet également de réaliser d'importantes marges bénéficiaires grâce à la contrebande. Étant donné que de nombreux acteurs profitent des arrangements actuels, les incitations à modifier ce statu quo sont limitées.

L'exploitation de l'or en est un bon exemple. Environ 200 000 personnes dépendent de l'exploitation artisanale et semi-industrielle de l'or dans l'est de la RDC pour assurer leur subsistance, produisant environ 10 tonnes de ce métal chaque année, dont une grande partie n'est pas déclarée et sort ensuite en contrebande (Karaki 2018). Au Sud-Kivu, le commerce suit une chaîne allant du mineur au négociant de la mine, au négociant de la ville, au négociant de la CAE au Rwanda et en Ouganda, avant d'atteindre le marché international (Nkuba et al. 2018), les négociants de la CAE réalisant d'importants profits en achetant à des milliers de mineurs à la fois (Reuters 2020b). Dans les provinces de l'Ituri et du Haut-Uele, le prix proposé par les contrebandiers est plus élevé que celui des circuits légaux. L'activité minière est illégalement taxée par plusieurs groupes, dont les rebelles et l'armée nationale.

²⁹ En 2003, un groupe d'experts des Nations unies a nommé 29 entreprises associées à des "réseaux d'élite" en RDC et a dressé une liste de 85 entreprises considérées comme ayant enfreint les lignes directrices de l'OCDE (Nations unies 2003).

³⁰ Les minerais de conflit font référence à un groupe spécifique de minerais - cassitérite, coltan, wolfram et or - qui sont parfois produits, commercialisés, taxés ou pillés par des groupes armés dans l'est de la RDC (Ndagano 2020).

Le commerce de l'or profite à de nombreux acteurs répartis dans la CAE, y compris les élites politiques. Selon un rapport de l'ONU, 95 % des exportations d'or ougandaises en 2019 n'étaient pas d'origine ougandaise et proviendraient de la RDC, où 1 100 kg de métal ont été passés en contrebande depuis la seule région de l'Ituri, principalement à destination de Kampala (Reuters 2020c ; Dupuy et van Dijken 2019). L'UE a récemment annoncé des sanctions à l'encontre d'un homme d'affaires européen qui aurait profité de l'or de la guerre (Aljazeera 2022b). Les efforts visant à harmoniser les régimes fiscaux entre les pays afin d'éviter ce commerce illégal sont limités. En outre, en l'absence de consultations suffisantes et d'une approche régionale, le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda ont tous construit des raffineries d'or en faisant peu de cas du développement industriel régional, bien qu'ils dépendent, du moins en Ouganda et au Rwanda, de l'or de la RDC (entretien, expert de la CAE ; Africa Intelligence 2021). Plus récemment, la RDC a accusé le Rwanda de favoriser la contrebande car le pays "préférerait travailler au noir" et avait "permis à des entreprises criminelles" d'opérer ces trafics (Whitehouse 2022).

Dans l'ensemble, les liens entre les intérêts des pays voisins, l'exploitation minière et l'insécurité compromettent actuellement les avantages potentiels de l'adhésion à la CAE au lieu de servir de base à l'intégration.

3.2. Commerce local ou régional ?

Partenaires commerciaux

Alors que les aspects économiques et d'insécurité sont étroitement liés dans les relations de la RDC avec ses voisins de la CAE, les pays de la CAE ne représentent qu'une part limitée des importations globales de la RDC, et encore moins de ses exportations. Environ 99% des exportations totales de la RDC proviennent du secteur extractif (FMI 2022), dont une grande partie est destinée à la Chine ou au Moyen-Orient. Comme le montre le tableau 3, la RDC n'apparaît dans le top 5 des destinations d'exportation que pour le Rwanda et l'Ouganda (en particulier pour les biens de consommation à rotation rapide), et comme source d'importation pour la Tanzanie (principalement le cuivre).³¹ Même si cela n'inclut pas les exportations d'or à grande échelle, pour la plupart non enregistrées (discutées dans l'encadré 3), cela implique que le marché de la RDC peut en effet être plus important pour les pays de la CAE que le marché de la CAE ne l'est pour la RDC.

Tableau 3: Top 5 des partenaires commerciaux des États membres de la CAE (2019)

Pays	Direction	Les 5 premiers partenaires commerciaux (% du total)					Part de la CAE
Burundi	Exportations	EAU (53,8)	Pakistan (5.2)	Chine (4,7)	Allemagne (4,5)	Ouganda (3.9)	(9.2)
	Importations	Tanzanie (12.4)	Chine (11,8)	Kenya (10.2)	Inde (9.4)	Ouganda (7.8)	(34.2)
Kenya	Exportations	Ouganda (11.4)	ÉTATS-UNIS (9,4)	Pays-Bas (7,5)	Pakistan (7.1)	ROYAUME-UNI (6,5)	(25.8)
	Importations	Chine (27)	Inde (10,7)	EAU (9.9)	Arabie Saoudite (5.5)	Japon (4,7)	(<5)
Rwanda	Exportations	EAU (46.2)	RDC (11.6)	ÉTATS-UNIS (4.4)	Pakistan (4.2)	Ouganda (3.7)	(21.9)

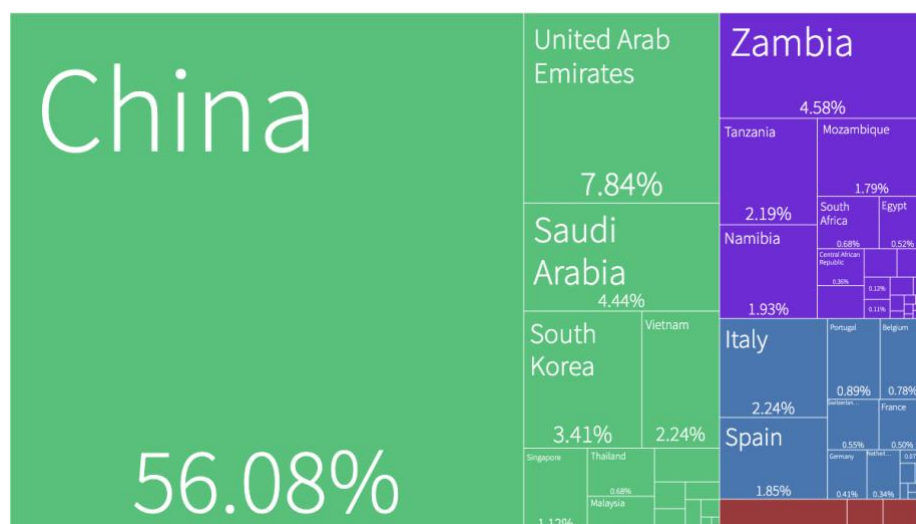
³¹ La RDC représente 12 % de l'ensemble du commerce intra-CEA (NCTTCA, CCTTFA et TMEA 2022), dont la majeure partie comprend les exportations d'autres pays de la CAE. Les exportations totales de la CAE vers la RDC s'élevaient à 855 millions de dollars US en 2018, alors que les importations en provenance de la RDC ne représentaient que 7 % de la valeur des exportations (Mugume et Nattabi 2021).

	Importations	Chine (15,5)	Kenya (13,9)	Tanzanie (12,6)	Inde (7,5)	EAU (7.4)	(29.4)
Sud Soudan	Exportations	Chine (88)	EAU (4.6)	ÉTATS-UNIS (4.1)	Inde (2.3)	Ouganda (0.4)	(<5)
	Importations	Ouganda (34)	EAU (24)	Kenya (11.9)	Chine (11,9)	Rwanda (1.9)	(47.9)
Tanzanie	Exportations	Inde (19.1)	EAU (10,5)	Chine (6,4)	Kenya (6)	Ouganda (5.9)	(21.5)
	Importations	Chine (31,9)	Inde (14.3)	EAU (9,9)	Afrique du Sud (4)	RDC (2.6)	(5.7)
Ouganda	Exportations	EAU (41,8)	Kenya (10.4)	Sud Soudan (10.2)	RDC (5.3)	Italie (3.8)	(30.4)
	Importations	Chine (14,8)	Kenya (13.2)	Inde (12,6)	EAU (7,9)	Tanzanie (5.2)	(19.4)
RDC	Exportations	Chine (44,3)	EAU (10,6)	Zambie (5.4)	Arabie Saoudite (5)	Corée du Sud (3.9)	(<5)
	Importations	Chine (29,4)	Afrique du Sud (14,8)	Zambie (8)	Pays-Bas (4.3)	EAU (4.1)	(7.6)

Source : [Atlas de la complexité économique](#)

En effet, sur les 10,4 milliards de dollars d'exportations totales de la RDC en 2020, seuls 1,4 milliard de dollars sont allés à des pays africains, dont les plus importants se trouvent dans la SADC (Figure 3).³² Les pays de la SADC représentent également la plus grande source d'importations africaines de la RDC, dominées par l'Afrique du Sud et la Zambie, bien avant les pays de la CAE (Figure 4).

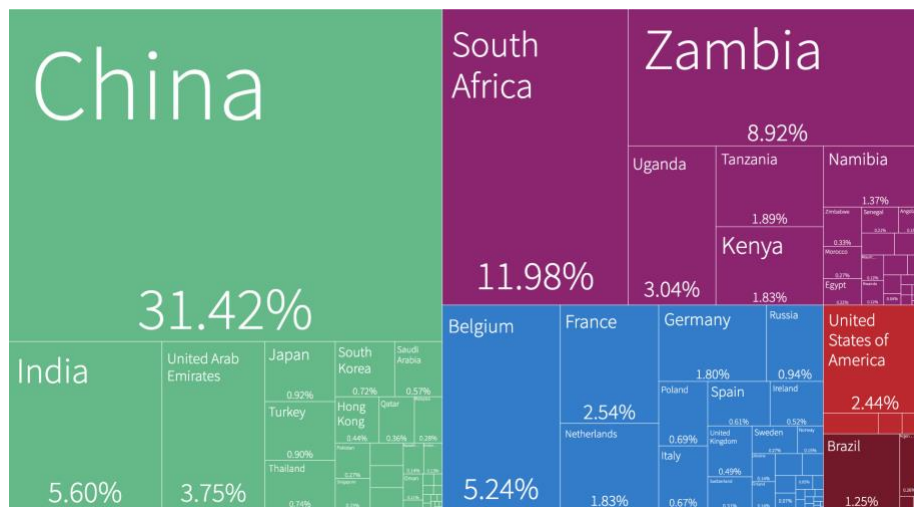
Figure 3: Destinations des exportations de la RDC en 2020 (exportations totales de 10,4 milliards de dollars)



Sources : [Atlas de la complexité économique](#)

³² La Zambie, le Mozambique, la Tanzanie, la Namibie et l'Afrique du Sud sont tous membres de la SADC.

Figure 4: Origine des importations de la RDC en 2020 (Total de 6,4 milliards de dollars)



Source : [Atlas de la complexité économique](#)

Une grande partie des importations de la SADC provient de la région minière du sud de la RDC, sans parler de la faible capacité de production de la CAE pour produire ces biens (Mugume et Nattabi 2021). De même, la majeure partie du cuivre et du cobalt est produite dans la province du Lualaba, la principale route d'exportation passant par la province du Haut-Katanga (une autre région avec une production importante de ces minéraux) puis par la Zambie, ce qui compromet la possibilité pour la CAE d'exploiter la richesse en ressources de la RDC pour les chaînes de valeur régionales et une transition verte. Ces défis à l'intégration de la CAE sont aggravés par la faiblesse de l'intégration interne de la RDC.

Le marché fragmenté de la RDC

Bien que la vaste superficie de la RDC soit citée positivement dans les discours sur l'intégration de la CAE, représentant environ 45% de la CAE nouvellement élargie (CAE 2022a), la médiocrité des infrastructures de transport intérieur signifie que son économie fonctionne comme un ensemble de marchés isolés. Comme le montre la figure 5, il existe un pic de forte activité économique centré sur Kinshasa à l'ouest et un autre dans les mines de cuivre du sud-est, reflétant l'importance du commerce avec la Zambie, l'Afrique du Sud et la SADC. Bien qu'il y ait également des pics autour de Goma et des Grands Lacs (en vert foncé dans le nord-est) et de Kisangani dans le nord du pays, les connexions physiques entre ces marchés sont très limitées (figure 6). Les différentes régions de la RDC "sont plus intégrées aux routes commerciales des pays voisins qu'aux régions internes" (Banque mondiale 2018). Même si les flux commerciaux du sud de la RDC vers la Tanzanie (via la Zambie) atteignent les mêmes volumes que le corridor central (850 000 tonnes), ils sont éclipsés par les flux commerciaux à destination et en provenance du sud de la RDC via le corridor nord-sud basé sur la SADC (2,5 millions de tonnes) (IFC 2022).

Figure 5: Localisation de l'activité économique en RDC

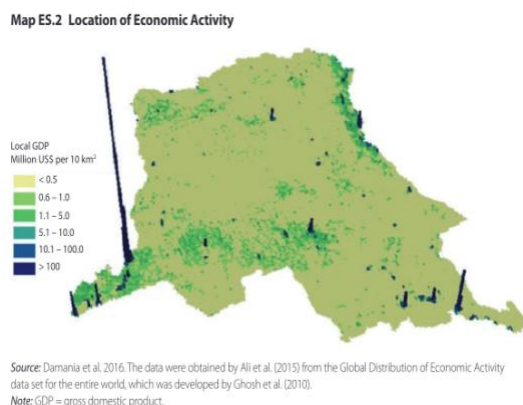
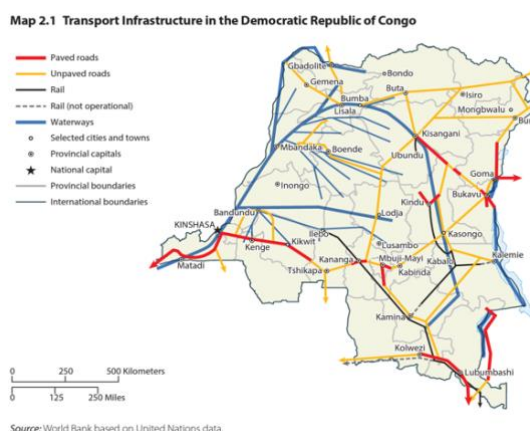


Figure 6: Infrastructures de transport



Source : Banque mondiale 2018

Avec des coûts de transport routier en RDC qui seraient le double de ceux du Nigeria (Ibid.), l'intégration limitée du marché intérieur en RDC limite donc les perspectives d'intégration de la CAE avec l'ensemble du marché de la RDC, à moins que le transport ne soit assuré par de nouvelles liaisons aériennes entre les villes clés. Le transport dans la CAE elle-même a également un impact négatif sur la compétitivité des entreprises d'Afrique de l'Est, où les coûts moyens de transport sont de 1,8 USD/km, bien plus que la meilleure pratique internationale de 1 USD/km (Anami 2022a). Les coûts moyens de transport vers Goma depuis Dar es Salaam (corridor central) et le port de Mombasa (corridor nord) atteignent respectivement 2,65 USD/km et 2,45 USD/km (NTTCA, CCTTFA et TMEA 2022). Les restrictions du COVID-19 ont également ralenti les délais d'exécution et ajouté des procédures aux frontières, ce qui a augmenté les coûts de transport (AERC 2021). La figure 7 montre les coûts du commerce CAE-RDC, mettant en évidence les coûts très élevés de l'importation vers la RDC et de l'exportation depuis la RDC en raison des temps de passage aux frontières qui sont presque le double de ceux des autres pays de la CAE.

Figure 7: Coûts d'exportation et d'importation, USD

Figure 2.13: Cost to export US\$

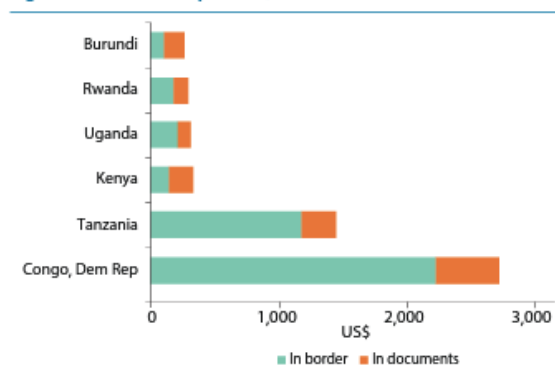
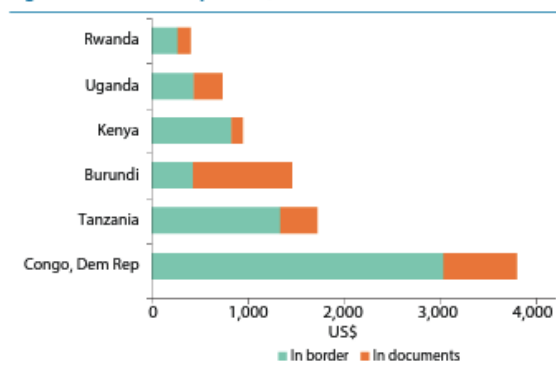


Figure 2.14: Cost to Import US\$



Source : Banque mondiale Banque mondiale 2022

De nombreux obstacles au commerce actuel de la RDC sont liés aux barrières non tarifaires. Celles-ci découlent "d'exigences déraisonnables en matière d'emballage et d'étiquetage, d'une classification ambiguë des produits et

de demandes de documents commerciaux supplémentaires" (EABC 2020), ou de marchandises placées sous la mauvaise classification tarifaire (entretien, expéditeur local). L'extorsion et les barrages routiers non acceptés nuisent également au commerce. Schouten et al. (2017) recensent pas moins de 800 barrages routiers rien qu'au Nord et au Sud-Kivu, dont les deux tiers sont motivés par des raisons économiques où le droit de passer, qu'il s'agisse d'un individu ou d'une marchandise, est taxé. Cette corruption est institutionnalisée avec l'obligation pour les agents de partager ces recettes avec leurs supérieurs.

Selon Schouten et al. (2017), " le contrôle du trafic est un enjeu clé des conflits " en RDC. Avec 22% des barrages routiers observés gérés par des groupes armés, cette taxation - où les expéditeurs et les entreprises locales paient des taxes pour pouvoir transiter sur les routes sous contrôle des rebelles - est un moyen facile de générer des revenus et une source importante de financement des conflits (Ibid.). Les entreprises multinationales ainsi que les organisations d'aide humanitaire peuvent finir par financer involontairement ces groupes en payant ces taxes (informelles) et des paiements de facilitation pour assurer la fluidité de leurs chaînes d'approvisionnement (Schouten 2022). En outre, dans les zones contrôlées par les rebelles, diverses taxes, telles que la taxe d'habitation (imposée aux ménages), *les efforts de guerre* (imposés aux magasins et aux associations), génèrent des revenus substantiels pour les groupes rebelles (Hoffmann et al. 2016 ; Hoffmann et Verweijen 2018).

Tous ces facteurs font de la RDC le pays le plus coûteux d'Afrique pour le commerce (EABC 2020), et les femmes, principalement engagées dans le commerce transfrontalier à petite échelle et informel, sont touchées de manière disproportionnée (Brenton et al. 2011), comme le montre l'encadré 4.

Bien que l'adhésion à la CAE puisse marquer un changement d'approche par rapport au passé, tant de la part de la RDC que des gouvernements voisins, des décennies de sous-investissement dans les services publics et les infrastructures de transport et un effondrement de l'appareil d'État en RDC au cours des décennies précédentes soulignent tous les défis liés à l'utilisation de l'adhésion à la CAE pour promouvoir l'intégration du marché sur le terrain et pour limiter la possibilité que le commerce de la CAE remplace celui de la SADC.

3.3. Défis institutionnels

Intégration régionale de *jure* ou de *facto*

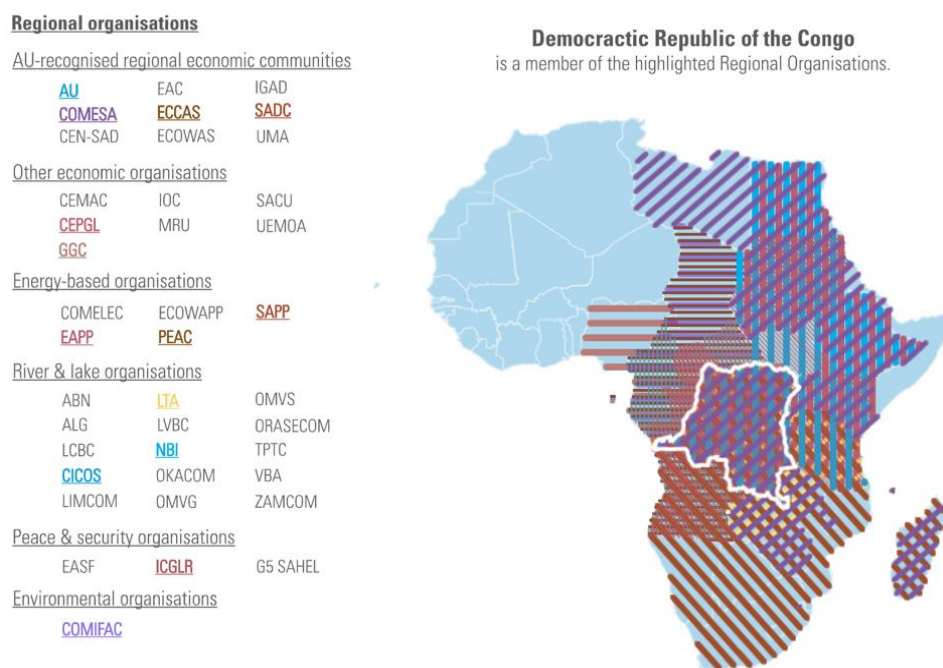
Bien que la section 2 cite les multiples accords régionaux de la RDC avec ses voisins comme une base sur laquelle l'intégration de la CAE peut s'appuyer, la faible mise en œuvre des décisions passées liées au commerce soulève des doutes quant aux engagements de la CAE, un point fréquemment soulevé par les personnes interrogées et d'autres (par exemple, la CNUCED 2020).

La RDC était membre de 14 autres organismes régionaux avant de rejoindre la CAE (Figure 8), et est maintenant membre de quatre des huit Communautés économiques régionales (CER) reconnues par l'UA : COMESA, CEEAC, SADC et CAE.³³ Par extension, la RDC est donc également partie à l'accord de libre-échange tripartite CAE-COMESA-SADC (ZLET) et a ratifié la zone de libre-échange continentale africaine en février 2022 (Tralac 2022). Ce grand nombre d'adhésions aux CER découle de la géographie fragmentée décrite ci-dessus, les communautés transfrontalières du nord et de l'ouest de la RDC étant plus étroitement intégrées à la CEEAC, le sud de la RDC à la SADC et l'est de la RDC à la CAE (Byiers et al. 2019).³⁴

³³ Bien que membre fondateur de la CEEAC (1983) et du COMESA (sous sa forme précédente en 1981), la RDC a également rejoint la SADC en 1998, une " décision politique prise en dépit du fait qu'elle ne payait pas ses cotisations " (Engel et Mattheis 2020, Ch.7). Accord (2016) estime que l'adhésion de la RDC à la SADC était un moyen de légitimer l'intervention militaire et la médiation, d'abord pour chasser le précédent dictateur Mobutu, puis pour freiner l'agression dans l'est de la RDC.

³⁴ La Conférence économique de la région des Grands Lacs (CEPGL) offre également une plateforme d'intégration économique entre la RDC, le Rwanda et le Burundi, même si une décision a récemment été prise de la fusionner avec la CEEAC et la CEMAC

Figure 8: Adhésion de la RDC à des organisations régionales autres que la CAE



Source : Carte interactive de l'ECDPM : [Carte interactive de l'ECDPM](#)

Bien qu'il existe une logique d'adhésion multiple, la RDC n'applique actuellement pas les accords de libre-échange du COMESA, de la CEEAC ou de la SADC.³⁵ Les échanges commerciaux de la RDC au sein de ces blocs se poursuivent selon le barème tarifaire propre à la RDC. Au sein de la SADC, le pays n'a signé que le protocole sur les services, mais pas le protocole sur le commerce des marchandises (Women Connect). Bien que la CEEAC ait récemment convenu de son propre tarif extérieur commun (TEC), créant potentiellement des tensions pour le maintien de l'union douanière de la CAE pour le Rwanda et la RDC (Banque mondiale 2022), la ZLE de la CEEAC, convenue en 2007, "n'existe que sur le papier" (Nyamugabo Bazibuhe 2022), et ne s'applique donc pas non plus au commerce de la RDC.³⁶ Alors que la RDC est l'un des 44 pays à avoir ratifié la ZLECAf, aucun commerce significatif n'a lieu dans le cadre de l'accord, tandis que le gouvernement doit encore ratifier l'accord de facilitation des échanges de l'OMC, ce qui signifie qu'une série de mesures visant à simplifier les procédures frontalières ne sont pas en place (CNUCED 2020). Malgré les multiples accords bilatéraux, de corridor et régionaux qui régissent le commerce de la RDC avec ses voisins de la CAE, les coûts du commerce restent extrêmement élevés.

(Bathily 2022). L'appartenance à des organisations régionales va au-delà de l'intégration économique pour inclure la gestion des ressources naturelles (organisations fluviales et lacustres comme la Commission des rives du Congo-Oubangui-Sangha (CICOS), l'Initiative du bassin du Nil (IBN) et l'Autorité du lac Tanganyika (ALT), ou des organisations basées sur l'énergie comme les pools énergétiques d'Afrique australe, orientale et centrale, ou l'environnement avec la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC)). Pour en savoir plus sur chacune de ces organisations, consultez le [Guide des organisations régionales](#).

³⁵ Seuls 16 des 21 membres du COMESA appliquent actuellement sa ZLE (COMESA 2019). L'Angola et la RDC sont les seuls membres de la SADC à ne pas appliquer sa ZLE (SADC 2022).

³⁶ Selon un fonctionnaire de l'agence fiscale provinciale, "aujourd'hui, la CEPGL n'existe que de nom... [et] est associée à un document d'immigration". D'autres articles soulignent son rôle dans la circulation des personnes et des biens, ainsi que dans l'électricité (Regionweek 2021). D'un autre côté, étant donné que ses membres font également partie du COMESA, la libre circulation des marchandises devrait déjà être en place.

Bien que le protocole du marché commun de la CAE implique en théorie la libre circulation des marchandises, en réalité la CAE elle-même souffre fréquemment de guerres commerciales sous la forme d'interdictions d'exportation et d'importation de marchandises provenant des partenaires de la CAE, y compris la fermeture pure et simple des frontières (par exemple, Ojakol 2021, Musisi 2021, Africanews 2022b). Ces interdictions, y compris les accusations de taxes kenyanes sur les exportations ougandaises d'œufs et de produits laitiers, par exemple, avec un tarif de rétorsion imposé sur les exportations de jus kenyans (EastAfrican 2022), reflètent une préoccupation plus large selon laquelle le marché commun est fréquemment miné par ses membres. Ces guerres commerciales sont sans doute davantage motivées par des considérations politiques que par des considérations commerciales (voir par exemple Ndii 2020)³⁷ souffrent de la mise en œuvre incomplète d'un mécanisme régional de règlement des différends et des questions de concurrence qui pourraient contribuer à les résoudre (entretien avec un expert de la CAE). Des fonctionnaires de haut niveau mentionnent des cas de frustration des présidents Museveni et Kagame, partisans de l'intégration régionale, à l'égard de partenaires trop lents, en particulier la Tanzanie (entretiens).

En tant que membre de la CAE, la RDC est officiellement censée contribuer à la CAE à hauteur d'au moins 8 millions de dollars US par an (Ilunga 2022c). Mais comme l'a rapporté un haut fonctionnaire rwandais, "il ne sera pas surprenant pour beaucoup qu'ils ne paient pas leurs cotisations" (entretien) étant donné les difficultés rencontrées par le pays pour payer ses contributions à d'autres blocs régionaux. En 2022, les décaissements en suspens au niveau national s'élevaient à 27,4 millions de dollars US pour le Sud-Soudan et à 7,44 millions de dollars US pour le Burundi.³⁸ En 2019, la CEEAC avait également du mal à mobiliser les États membres pour les contributions (BAD 2019 ; annexe VI)). De nombreuses personnes interrogées citent l'exemple du Soudan du Sud qui, bien que membre de la CAE depuis 2016, doit encore harmoniser ses lois internes pour se conformer à l'intégration de la CAE ou abroger ses propres lois qui entravent la libre circulation des personnes dans le cadre des six libertés du marché commun (Anami 2021). Les défis intérieurs, la faiblesse de la gouvernance et des institutions pour assurer la mise en œuvre des processus de la CAE, y compris le TEC et le protocole du marché commun, ont fait que l'intégration dans le bloc régional a pris du retard (UA 2021 ; Anami 2022b). Les risques politiques dans le pays ont également découragé le financement de l'aide au processus d'intégration, les autres membres en supportant le fardeau (Ibid.).

L'informalité en tant que système

Les nombreuses adhésions régionales représentent donc un ensemble de "règles *de jure*" des "institutions formelles" qui devraient régir le commerce, mais dans la pratique, les entreprises et le commerce régional sont façonnés par des "modes de fonctionnement" de *facto* (par exemple Hallward-Driemeier et Pritchett 2011), que l'on appelle également "institutions informelles". Celles-ci se reflètent dans un système d'informalité qui inclut à la fois les commerçants et les fonctionnaires dans le commerce non enregistré, mais aussi la fiscalité et d'autres prestations de services, y compris la sécurité (voir Karkare et al. 2021).

Les entreprises et les commerçants versent souvent des pots-de-vin et d'autres paiements informels pour contourner les obstacles bureaucratiques (EABC 2020). Au niveau individuel, les douaniers et autres agents aux frontières et autour des frontières ont un pouvoir discrétionnaire qui incite à la recherche de pots-de-vin comme moyen de compléter les bas salaires et les conditions de travail difficiles. Cette informalité reflète la portée limitée de l'État, les citoyens devant se débrouiller par eux-mêmes (ce que l'on appelle l'article 15 ou la célèbre devise "Débrouillez-vous"), et est utilisée pour expliquer le "comportement prédateur" des agents et "l'opportunisme intéressé dans toutes les sphères de la vie" (Kniknie et Hendriks 2022). L'encadré 4 met en évidence les défis auxquels sont confrontées les petites commerçantes en particulier. D'autre part, et comme cela a été observé dans d'autres pays également (par exemple Byiers et Karkare 2022), ces pratiques sont souvent sanctionnées par le haut, les revenus illégaux provenant de la corruption et d'autres moyens étant partagés avec les supérieurs. Des

³⁷ Avec l'entrée du frère de Kenyatta et président de Brookside Dairy, Muhoho Kenyatta, dans l'EABC, groupe de pression régional, il n'est pas certain que les "guerres du lait" s'intensifient ou qu'elles soient rapidement résolues (Anami 2022c).

³⁸ Selon Vanheukelom et al. (2016), la CAE dépend des financements extérieurs pour près de 65 % de son budget.

procédures informelles accompagnent souvent les procédures formelles, ce qui crée un manque de clarté et de transparence.³⁹

Boîte 4: Les commerçantes transfrontalières informelles

Une proportion significative du trafic transfrontalier entre la RDC et ses voisins comprend des petits commerçants, dont une grande majorité de femmes (Brenton et al. 2013 ; UNCTAD 2022). Pour environ 80% des femmes, ce commerce est la seule source de revenus, et la plupart d'entre elles ont déclaré avoir payé un pot-de-vin ou avoir été victimes d'une forme de harcèlement physique (Brenton et al. 2013). Les femmes sont plus limitées que les hommes à plusieurs égards, notamment pour satisfaire aux exigences documentaires à la frontière (Ibid.), ce qui les expose au risque d'amendes, à la corruption pure et simple et au harcèlement sexuel (CNUCED 2022). Le manque d'accès au capital pour développer leurs activités et les coûts de transport élevés érodent encore davantage leurs revenus déjà maigres.

Karkare et al. (2021) soulignent que les perspectives des acteurs impliqués dans le commerce transfrontalier informel et ayant un droit de regard sur celui-ci peuvent varier, influençant ainsi ce qu'ils jugent nécessaire - la facilitation ou la réglementation de ce commerce. Les fonctionnaires des frontières eux-mêmes perçoivent que les commerçants sont engagés dans des activités commerciales illégales (Brenton et al. 2013), et voient donc la nécessité de discipliner les commerçants, ce qui conduit en fin de compte à un comportement opportuniste et prédateur. Dans le même temps, comme le souligne également ce document, les commerçantes n'interagissent pas seulement avec les agents frontaliers - qui opèrent eux-mêmes dans un contexte de salaires irréguliers et bas, et de conditions de travail difficiles - mais aussi avec plusieurs autres acteurs non étatiques qui contrôlent les nombreux barrages routiers de la RDC. Cela accroît leur vulnérabilité à l'exploitation.

Il existe plusieurs programmes de soutien visant à améliorer les conditions dans lesquelles les négociants transfrontaliers (femmes) exercent leur activité : construction d'infrastructures physiques (postes frontières, par exemple), simplification des procédures frontalières, renforcement des capacités en fournissant aux femmes des informations sur les règles et la réglementation, développement de couloirs pour réduire à terme les coûts de transport, entre autres. Toutefois, ces mesures s'accompagnent également de défis spécifiques. Par exemple, outre les défis pratiques de la RCS du COMESA soulignés dans ce document, 79% des commerçants à la frontière de Rusizi ne connaissent pas la nomenclature fiscale et seulement 3% ont accès à l'information (Mahabi 2017).

Les solutions bien intentionnées, comme le renforcement des capacités des femmes commerçantes et des fonctionnaires des frontières pour les informer de leurs droits et devoirs afin de créer une demande de responsabilisation, ne sont pas toujours couronnées de succès. Selon Croke et al. (2020), l'incidence des demandes de pots-de-vin autodéclarées a diminué après une initiative de ce type, car les commerçants traversaient la frontière avant les heures d'ouverture officielles. Cet "évitement informé" n'aborde toutefois pas le manque de responsabilité ou de changement de comportement des fonctionnaires des frontières, qui rend les conditions du commerce entre les femmes particulièrement difficiles au départ.

Bien que l'on suppose que le commerce informel bénéficiera de l'amélioration des infrastructures de transport, il est également important de noter que ce commerce a prospéré en partie grâce aux *inefficacités* logistiques, permettant aux petits commerçants de servir les marchés et les consommateurs que les canaux de distribution plus formels ne pouvaient pas atteindre (SID n.d.). Des flux frontaliers plus efficaces grâce à l'intégration de la CAE pourraient signifier que les petits commerçants restent limités dans l'expansion de leurs activités en raison d'une myriade d'autres contraintes (par exemple financières) et perdent le marché au profit d'entreprises plus importantes et formelles.

³⁹ Comme le dit un commerçant, "chacun a son prix" pour la prestation de services informels ou l'extorsion pure et simple (entretien, commerçant à Goma).

Étant donné la prédominance de " l'informalité en tant que système ", au sein de la bureaucratie, le service des douanes pourrait avoir à perdre de la mise en œuvre du régime commercial de la CAE.⁴⁰ Étant donné que de nombreux acteurs, y compris les fonctionnaires du fisc, profitent du statu quo, l'incitation à harmoniser les régimes fiscaux entre les pays pour décourager la contrebande et l'informalité pourrait être limitée (voir encadré 4). Le Rwanda et l'Ouganda sont prétendument en concurrence pour s'approvisionner en or de la RDC et le traiter avant de l'exporter hors d'Afrique (Africa Intelligence 2021), mais une part importante de cet or est passée en contrebande (même si ce n'est évidemment pas le cas de la totalité). Les officiers de l'armée congolaise font souvent des affaires par des voies informelles, comme l'importation de voitures volées ou la protection de certains commerçants qui importent de tels biens en échange de gains financiers. Certains exportateurs régionaux bénéficient du système actuel puisqu'ils exportent de grandes quantités par le biais du STR (interview).

La capacité généralement faible de l'État à mettre en œuvre les accords commerciaux pourrait constituer un risque pour la mise en œuvre des instruments de la CAE et pourrait s'étendre à l'ensemble de la CAE elle-même. Selon un haut fonctionnaire rwandais, "nous introduisons un pays dysfonctionnel dans une communauté qui a besoin d'être réparée" (entretien). Pour certains, la Communauté élargie est susceptible de voir une "continuation de l'expérience déjà préjudiciable subie par les gens ordinaires" (Serumaga 2022).

Étant donné que les fonctionnaires bénéficient souvent des systèmes informels et des inefficacités susmentionnés, de nombreuses personnes interrogées doutent de la volonté et de la capacité des agents à appliquer les nouvelles règles de la CAE qui réduisent ces obstacles au commerce sans s'attaquer également à la cause de ces pratiques. Cela nous amène à la question plus large de savoir dans quelle mesure les déclarations politiques de haut niveau et les intérêts apparents, discutés dans la section 2, sont partagés plus largement, que ce soit dans la bureaucratie ou dans la société en général.

3.4. Acteurs et intérêts

Demande du secteur privé en faveur de l'intégration régionale

Dans l'ensemble de la CAE, les consultations avec le secteur privé semblent limitées et inégales dans le meilleur des cas (entretien avec un expert de la CAE), et les recherches sont insuffisantes pour étudier l'impact réel de l'adhésion de la RDC.⁴¹ Les entretiens menés en RDC, au Rwanda, en Ouganda et au Kenya donnent le sentiment général qu'au-delà des informations sur les missions commerciales, le secteur privé a été largement laissé dans l'ignorance par leurs gouvernements.

L'intérêt du secteur privé pour les possibilités émergentes d'un marché régional plus vaste est également influencé par des préoccupations commerciales pratiques. Il s'agit notamment de la couverture d'assurance dans des endroits risqués ou des problèmes de change (entretiens). En l'absence d'un registre des entreprises auprès de la Chambre de Commerce, il est difficile de trouver des partenaires de bonne foi pour faire des affaires en RDC (entretien, homme d'affaires en Ouganda). De plus, les fonctionnaires utiliseraient leur pouvoir discrétionnaire non seulement pour exiger des frais informels mais aussi pour protéger des entreprises spécifiques, ce qui peut être préjudiciable

⁴⁰ Selon un fonctionnaire des douanes, "notre pays et notre gouvernement attendent toujours beaucoup de droits de douane, ils en sont très dépendants. En effet, en entrant dans la CAE et en adoptant un tarif réduit pour les produits qui en sont originaires, cela aura effectivement un impact [négatif] sur nos recettes globales et c'est effectivement un problème. Nous serons privés de certaines recettes, c'est certain" (entretien).

⁴¹ Selon un institut de recherche de Goma, "le gouvernement congolais n'a pas pris l'habitude de travailler avec des centres de recherche congolais ou autres... Il n'est pas surprenant que nous n'ayons pas été consultés, ni directement ni indirectement. Il n'est pas étonnant que nous n'ayons pas été consultés directement ou indirectement... C'est par les médias que nous l'avons appris" (interview).

au commerce et au transport.⁴² Comme l'a souligné une entreprise de camionnage rwandaise, il existe une perception selon laquelle "il faudra beaucoup de temps à la RDC pour s'adapter [aux nouvelles règles de la CAE]. Les lois et les protocoles seront là mais les pratiques ne changeront pas rapidement".

Les sociétés de transport représentent un groupe de parties prenantes potentiellement important pour soutenir l'intégration plus étroite de la RDC avec les économies de la CAE. Pour beaucoup, la RDC serait un marché attractif étant donné les niveaux élevés d'importations vers l'est du pays ainsi que les chargements de retour avec des marchandises de grande valeur, telles que les minerais et le bois.⁴³ De manière anecdotique, les prix du transport en RDC tendent également à attirer une prime par rapport à d'autres destinations (entretiens, transporteurs au Rwanda et en Ouganda).

Cependant, l'insécurité persistante sape la confiance des transporteurs, au Kenya par exemple (entretiens), pour entreprendre davantage de missions en RDC. Compte tenu de l'insécurité croissante, les transporteurs craignent également pour la sécurité de leurs chauffeurs, les personnes interrogées citant le besoin de conseils pour ceux qui ont été témoins d'une violence extrême dans ce pays (entretien).

En outre, le secteur des transports de la CAE serait dualiste, quelques grands acteurs dominant de nombreux petits opérateurs de transport.⁴⁴ Selon des études récentes, les grandes entreprises ont tendance à s'approprier les rentes le long des corridors sans répercuter les avantages liés à la réduction des coûts de transport (Nsomba et Roberts 2022), tandis que les petits opérateurs (et souvent les opérateurs informels) continuent à faire face aux défis de l'insécurité, du comportement discrétionnaire des fonctionnaires, etc. Les grandes entreprises sont en mesure de contourner certaines des BNT encombrantes grâce à des connexions politiques - selon un grand transporteur transfrontalier burundais à Bukavu : "depuis 2015, nous avons collaboré avec nos ambassades afin de ne pas avoir de risques ou de tracas dans les pays étrangers. L'ambassade nous sert de parapluie pour nous protéger contre toutes sortes de harcèlements [...] nous échangeons une fois par mois" (entretiens).

Les analyses passées soulignent les difficultés à promouvoir le commerce de la RDC en termes de mise en œuvre des politiques, mais aussi en raison de la faible base d'exportation, de la faible demande interne et des infrastructures médiocres, aggravées par son environnement commercial : malgré certaines réformes, l'environnement commercial de la RDC reste difficile et "beaucoup moins attrayant que la moyenne des pays africains", se classant 184 sur 190 dans le classement Doing Business de la Banque mondiale (CNUCED 2020). Il est peu probable que l'adhésion à la CAE puisse changer cette situation. Le secteur privé national craint que la RDC ne perde beaucoup à adhérer à la CAE en raison de la faiblesse et du manque de compétitivité de son secteur privé, ce qui nécessiterait des politiques de soutien de la part du gouvernement - comme l'a indiqué un responsable de l'agence provinciale des impôts à Bukavu, "la RDC a beaucoup à perdre en adhérant à la CAE parce que nous n'avons presque rien à offrir" (Interviews).⁴⁵

Dans le même temps, que ce soit dans le secteur privé ou public, aucune des personnes interrogées n'a reçu de communication du gouvernement national sur l'admission à la CAE ou sur les étapes bureaucratiques à venir pour

⁴² Selon une société de transport ougandaise, "un négociant en sucre pourrait soudoyer des fonctionnaires pour qu'ils saisissent tous les camions [rivaux] transportant du sucre, jusqu'à ce qu'il ait vendu tous les siens à des prix exorbitants, en raison d'une pénurie temporaire. Personne ne peut faire libérer les camions mis en fourrière tant que ceux qui les ont mis en fourrière n'ont pas décidé de le faire". Mais en conséquence, "ces camions ne sont disponibles pour aucun autre travail pendant la durée de leur "garde", ce qui coûte de l'argent à leurs propriétaires".

⁴³ Actuellement, environ 80 camions (y compris les camions de transit) entreraient quotidiennement en RDC depuis le Rwanda via Goma, contre seulement 3 dans l'autre sens, exportant principalement du café, de la ferraille et des minerais (EABC 2020).

⁴⁴ Par exemple, la plupart des transports routiers et maritimes ougandais en RDC se font par l'intermédiaire du groupe [Semliki](#), qui opère dans le transport routier et lacustre en RDC, au Sud-Soudan et en Ouganda ([groupe Semliki](#)).

⁴⁵ Cette préoccupation a été soulevée lors de plusieurs entretiens réalisés dans le cadre de cette étude.

mettre en œuvre l'accord, la plupart d'entre elles ayant été informées du processus par le biais des médias sociaux et d'associations.

Kinshasa donne la priorité à l'intégration de la CAE

Dans le même temps, la politique intérieure de la RDC peut saper le projet d'intégration de la CAE. Comme nous l'avons vu plus haut, pour l'élite politique de Kinshasa, l'est de la RDC est très éloigné. Cela amène Stearns (2022a) à suggérer que "les élites politiques ont également été complices des guerres, [grâce à] un mélange d'apathie, de fatalisme et d'opportunisme". Pour les dirigeants de Kinshasa, la guerre dans l'est du Congo était extrêmement secondaire pour leur survie - les politiciens n'étaient pas sanctionnés dans les urnes pour leur négligence de l'est, et les combats qui s'y déroulaient ne constituaient pas non plus une menace pour la sécurité de la capitale du pays, située à un millier de kilomètres".⁴⁶

Les progrès des réformes en matière de sécurité, essentielles pour lutter contre l'insécurité dans l'est du pays, ont été largement bloqués en raison de la dynamique politique interne et des rivalités entre l'actuel et l'ancien président (Nyenyezi Bisoka et al. 2020), et ne montre que lentement des signes de progrès (Ilunga 2022d, Ilunga 2022e). La loi martiale dans les États de l'Est a également été associée à la répression des politiciens de l'opposition (HRW 2022). Dans le même temps, le parlement s'est récemment opposé à la réintégration des groupes rebelles dans l'armée, ce qui pourrait compromettre la possibilité d'un dialogue avec le M23, dont l'une des revendications porterait sur une telle réintégration (Gras et Tshiamala 2022).⁴⁷

Cet antagonisme de l'élite politique affecte également l'opinion publique. Dans une enquête nationale récente, la plupart des personnes interrogées pensaient que l'ingérence des pays voisins, en particulier du Rwanda, était la principale cause d'insécurité dans l'est de la RDC (CRG, Ebuteli et Berci 2022). Ce point de vue s'est encore renforcé à la lumière des tensions actuelles. La plupart des personnes interrogées s'opposent également aux choix sécuritaires faits par l'administration Tshisekedi, notamment l'état de siège des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, l'accord de sécurité autorisant les troupes ougandaises sur le sol de la RDC et le regroupement des forces de police entre la RDC et le Rwanda (Ibid.). La même enquête montre également que le soutien à l'actuel président s'effrite, avec des taux d'approbation plus faibles aujourd'hui qu'au début de son mandat. Cette situation pourrait à nouveau compromettre les tentatives de renforcement du partenariat régional par l'intermédiaire de la CAE, en particulier lorsqu'elle s'ajoute aux préoccupations des acteurs économiques.

À bien des égards, cela est lié au spectre de la "balkanisation", une théorie qui prétend répartir le pays en le démembrant.⁴⁸ Ce récit persistant est devenu un appel au ralliement qui accuse les "étrangers", c'est-à-dire le Rwanda ou l'Ouganda, mais aussi des communautés Congolaises comme les Banyamulenge, d'être responsables des problèmes du Congo et d'occulter l'ensemble complexe de facteurs qui ont abouti à la situation actuelle, en détournant l'attention de la responsabilité des politiciens et des décideurs congolais eux-mêmes (Verweijen 2020). Parfois, cela est également utilisé de manière plutôt opportuniste pour discréditer et faire pression sur les opposants, bien que plus récemment, l'opposition politique attache cet objectif au président Tshisekedi dans la perspective des élections de décembre 2023 (Ndebele 2022).

⁴⁶ La négligence du centre de l'est de la RDC se manifeste également par le fait que lors du scrutin présidentiel de 2018, les élections ont été annulées dans les territoires du Nord-Kivu de Beni et de Butembo (RFI 2018).

⁴⁷ La sécurité des personnes et des biens dans les régions du Nord-Kivu où se trouvent d'importantes concentrations de Tutsis et le droit des Tutsis, qui vivent actuellement dans des camps de réfugiés au Rwanda, de retourner dans leur pays et dans leurs maisons/fermes, figureraient parmi les principales revendications du groupe.

⁴⁸ Profondément ancrée dans la politique congolaise, elle a été associée à l'impérialisme lorsque Patrice Lumumba a dénoncé les mouvements sécessionnistes impliqués par la Belgique dans le pays nouvellement indépendant. Au fil du temps, cependant, la même idée continue d'être recyclée pour être utilisée dans d'autres crises comme les guerres des années 1990 et 2000 ainsi que la récente résurgence du M23 (Mazalia et Rukata 2022).

Intérêt du Rwanda pour l'adhésion de la RDC

Dans la mesure où une intégration efficace dépendra des relations de soutien entre les acteurs clés (Rodrigues 2019), cela implique que les changements de leadership peuvent modifier radicalement la dynamique régionale. Bien que la section 2 ait discuté des relations de haut niveau entre la RDC, le Kenya et l'Ouganda comme étant largement " favorables " au projet d'intégration de la CAE avec la RDC, et bien qu'il y ait clairement des parties au sein du Rwanda qui bénéficieraient d'une plus grande intégration de la RDC, les tensions politiques sont actuellement quelque peu négatives.⁴⁹

Bien que la demande initiale d'adhésion de la RDC à la CAE ait été faite sous la présidence du président Kagame, lui-même un fervent partisan de l'intégration régionale, qui a également soutenu l'adhésion de la RDC (Kuteesa 2021), les relations entre la RDC et le Rwanda se sont détériorées depuis lors, parallèlement à la dégradation de la situation en matière de paix et de sécurité dans l'est de la RDC (Ayeni 2022). Cela peut avoir des implications importantes étant donné que les affrontements de personnalités dans la CAE sont connus pour avoir entravé les efforts d'intégration régionale (Lugalla 2016 Mathieson 2016).

Le président Kagame cherche à positionner le Rwanda comme une plaque tournante pour les services, y compris la finance, le tourisme et la logistique (entretien, fonctionnaire rwandais), ce qui suggère un intérêt dans l'instauration et le maintien de la paix et de la sécurité dans l'est de la RDC. Mais au-delà de ces ambitions, les intérêts commerciaux formels et informels en RDC sont liés aux intérêts sécuritaires. Cela inclut un accord sur l'or entre la société rwandaise Dither Limited, qui aurait des liens avec le parti au pouvoir au Rwanda (Africa Confidential 2022b), et l'entreprise parapublique congolaise SAKIMA.⁵⁰ Bien qu'elle ne passe plus par l'appareil d'État, un rapport des experts de l'ONU (2021) a montré que la contrebande de minerais vers le Rwanda depuis la RDC s'est poursuivie au moins jusqu'à récemment, même en utilisant des systèmes formels comme l'Initiative internationale de la chaîne d'approvisionnement en étain (Global Witness 2022).⁵¹

Plus important encore, avec la résurgence du M23 depuis fin 2021, la RDC et le Rwanda s'accusent mutuellement de soutenir des groupes rebelles au détriment de l'autre (Blanshe 2022g). L'occupation par le groupe de Bunagana, une petite ville frontalière mais une route commerciale majeure entre la RDC et l'Ouganda ainsi qu'une partie du projet de construction de route de l'Ouganda, a entraîné de graves perturbations du commerce avec un impact majeur sur les revenus nationaux (entretien, Agence de contrôle des marchandises à Bukavu).⁵² Ces liens complexes et fluctuants entre la sécurité et les affaires ne sont pas propices à une plus grande intégration de la RDC dans la CAE, mais perturbent également le commerce existant.

Intérêts de la Tanzanie et du Burundi

Les intérêts et les incitations du Burundi et de la Tanzanie concernant l'admission en RDC sont moins discutés que ceux du Rwanda, de l'Ouganda et du Kenya. Néanmoins, les commerçants tanzaniens ont profité des relations dans l'est de la RDC en investissant à Lubumbashi (Mdoe 2022). CRDB, une grande banque tanzanienne, a également ouvert une filiale à Lubumbashi (Elinaza 2022). D'autres intérêts concernent le secteur du transport et de la

⁴⁹ Comme indiqué ci-dessus, le Rwanda et l'Ouganda devraient être les principaux bénéficiaires commerciaux de l'adhésion de la RDC au bloc commercial de la CAE grâce à l'augmentation des exportations (Mugumi et Nattabi 2021).

⁵⁰ Cet accord fait suite à un autre conclu entre Dott Services (Ouganda) et SAKIMA, qui aurait "scandalisé" le gouvernement rwandais (Africa Confidential 2022c).

⁵¹ Selon Booth et Golooba-Mutebi (2011), Rwanda Metals, une filiale de Tri-Star Investments détenue par le Front patriotique rwandais (FPR), a bénéficié des richesses minérales congolaises pendant les guerres du Congo. Cependant, depuis lors, Rwanda Minerals a cessé d'exister et Tri-Star Investments a été rebaptisée Crystal Ventures.

⁵² Selon un autre déclarant, le bureau de Bunagana a dû être fermé ; à Kasindi (200 km au nord de Bunagana), le nombre de cas traités est passé de 50-100 par jour à 10-15 par mois (entretien).

logistique, où la Tanzania Ports Authority (TPA) a récemment ouvert un bureau de facilitation dans le pays (Hellenic Shipping News 2022), concurrençant ainsi le Corridor Nord pour le trafic.

Mais l'engagement passé de la Tanzanie avec la RDC par le biais de la SADC pourrait expliquer pourquoi ils sont moins présents dans ces discussions. Les entretiens suggèrent que la Présidente Suluhu pourrait elle-même avoir des réserves quant à l'admission de la RDC au sein de la CAE (Interview). En 2013, sous la présidence de Kikwete, la Tanzanie a joint ses forces à celles de l'Afrique du Sud, sous la présidence de Zuma, contre le Rwanda pour lutter contre l'insurrection du M23. Aujourd'hui, les forces tanzaniennes servent dans le cadre de la force de la MONUSCO, ce qui suggère que la Tanzanie pourrait être réticente à s'impliquer davantage dans les affaires de la RDC et à envoyer des troupes en dehors des systèmes de l'ONU (Liffran et Tilouine, 2022).⁵³

Bien que le gouvernement burundais reconnaisse l'opportunité potentielle du marché de la RDC, il cite deux défis : la compétitivité du secteur privé burundais lui-même pour concurrencer les autres entreprises de la CAE, et la prédominance du commerce informel dans les relations commerciales entre le Burundi et la RDC (Ruzagiriza 2022).

Soutien extérieur pour faciliter le commerce transfrontalier et la sécurité

Les partenaires internationaux du développement sont une force extérieure importante qui joue un rôle en influençant, voire en déterminant, les résultats de la RDC en termes de commerce et de transport, et même en termes d'insécurité actuelle. De nombreux programmes de soutien cherchent à améliorer les transports et la connectivité et à faciliter les flux commerciaux à destination et en provenance du pays. Cependant, les politiques sous-jacentes au commerce et au transport, comme le souligne ce document, sont souvent négligées.

Les partenaires au développement sont actifs le long des régions frontalières entre la RDC et la CAE. Des programmes de soutien tels que ceux de TradeMark Africa (TMA), en RDC depuis 2017, visent à moderniser les infrastructures et les systèmes frontaliers à plusieurs postes frontières ainsi qu'à améliorer les capacités d'entreposage.⁵⁴ La Banque mondiale finance un programme de facilitation des échanges dans la région des Grands Lacs (GLTFP) qui inclut la RDC, le Rwanda et l'Ouganda.⁵⁵ Toutefois, pour que ces programmes progressent, il faut disposer d'informations constamment mises à jour sur les acteurs et les intérêts et sur la manière dont les politiques sont appliquées dans la pratique.

Bien que l'on reconnaisse la nécessité de trouver une solution en matière de sécurité avant que le commerce puisse prospérer et que les réseaux de transport puissent être établis, Stearns (2022) affirme que les partenaires du développement, y compris les États-Unis, l'Union européenne et les Nations Unies, peuvent par inadvertance renforcer " la dynamique même du conflit qu'ils cherchent à combattre " en apportant un soutien inconsistant aux mouvements démocratiques. Plus récemment, les États-Unis ont cherché à faire pression sur le Rwanda pour qu'il cesse de soutenir les groupes rebelles (North 2022), même si d'autres affirment qu'il est peu probable que les relations solides et à long terme entre les États-Unis et le Rwanda en soient affectées (Beloff 2022).

⁵³ Le mandat de la MONUSCO a été prolongé jusqu'en décembre 2023 (ONU 2022).

⁵⁴ Il s'agit en particulier de moderniser les infrastructures et les systèmes frontaliers des postes-frontières de Mahagi (RDC) et de Goli (Ouganda) ; de moderniser le port de Kalundu (principal point d'entrée pour les échanges avec le Kivu, l'Ituri et Kisangani) ; de moderniser les infrastructures et les systèmes frontaliers des ports de Kasenyi (RDC) et de Ntoroko (Ouganda), de remplacer la jetée de Kasenyi, de repaver la route d'accès à Ntoroko et d'installer une nouvelle jetée en béton avec une capacité d'entreposage pour des conteneurs de 40 pieds.

⁵⁵ Les postes frontaliers comprennent les frontières entre la RDC et l'Ouganda - Mahagi-Goli, Kasindi-Mpondwe, Bugana-Bunagana - et les frontières entre la RDC et le Rwanda - Goma-Rubavu ; Rusizi I (COMESA 2022).

3.5. Résumé de la section

Dans l'ensemble, l'insécurité est devenue un élément du modèle d'entreprise pour opérer dans la région. Bien que l'adhésion à la CAE ait pu offrir de nouvelles possibilités de lutte contre l'insécurité, comme cette section l'a souligné, les interactions entre les intérêts des gouvernements des pays voisins et l'extraction minière, les groupes armés et le commerce informel posent des problèmes supplémentaires pour le fonctionnement d'une telle force régionale. En effet, les événements récents ont montré que l'EACRF était considérée comme inefficace.

Les multiples régimes régionaux existants pour le commerce et le transport ont jusqu'à présent lutté pour avoir un impact sur les coûts commerciaux dans la région, tandis que la prédominance des méthodes informelles de travail aux frontières suggère que les accords *formels* de la CAE visant à réduire les barrières commerciales pourraient avoir du mal à avoir une traction suffisante pour déclencher les avantages commerciaux escomptés. Beaucoup dépendra de la capacité du gouvernement de la RDC à travailler avec ses voisins pour désamorcer les tensions dans l'est de la RDC, et à utiliser l'adhésion à la CAE comme un moyen de modifier la dynamique du commerce régional afin de promouvoir l'investissement, la création d'emplois et l'amélioration des moyens de subsistance.

Interrogé sur la décision d'accepter la RDC au sein de la CAE, le secrétaire général Mathuki a récemment déclaré que "l'inclusion de la RDC reste l'une des meilleures décisions prises par les chefs d'État. Elle a changé la dynamique mondiale - la façon dont les gens perçoivent l'Afrique de l'Est. Lorsque le Conseil de sécurité des Nations unies siège, lorsque l'Union africaine siège, l'Afrique de l'Est est à l'ordre du jour. Et c'est quelque chose que nous devons apprécier". (EastAfrican 2023b). Cela suggère que l'adhésion de la RDC à la CAE est désormais envisagée en termes de relations extérieures plutôt qu'en termes d'avantages économiques internes.

4. Conclusions et implications

L'admission de la RDC dans la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) a fait naître l'espoir d'une série d'avantages potentiels pour le pays et la région au sens large. Bien que personne ne sous-estime les défis à relever pour que ces avantages se concrétisent, l'optimisme initial a suggéré que l'intégration du marché pourrait jouer un rôle dans l'instauration de la paix dans la région.

Ce document examine donc les intérêts politiques et économiques de la RDC et des pays de la CAE afin d'identifier les acteurs et les facteurs qui favorisent ou entravent l'intégration effective de l'économie de la RDC dans la CAE, en mettant l'accent sur l'intégration économique. Nous tirons les principaux points suivants de notre analyse :

Il existe une série de facteurs qui soutiennent l'intégration de la RDC dans la CAE.

1. L'utilisation du swahili, les affinités culturelles transfrontalières et les relations commerciales existantes aux frontières avec la CAE et le long des corridors nord et central vers Dar es Salaam et Mombasa contribuent à renforcer le sentiment de connexion et les relations commerciales transfrontalières préexistantes et dynamiques.
2. Sur le papier, la RDC offre un marché d'exportation potentiellement important aux pays existants de la CAE, tandis que la situation stratégique de la RDC et ses gisements de minéraux stimulent la concurrence entre les pays de la CAE pour les exploiter.

-
3. Bien que le Kenya semble être le plus prêt à exploiter le marché de la RDC, avec des incursions dans les secteurs des services financiers, les estimations suggèrent que le Rwanda et l'Ouganda sont susceptibles d'en tirer le plus grand profit en termes de commerce de marchandises.
 4. Bien que la RDC ait la possibilité d'établir des relations commerciales libéralisées avec tous les pays de la CAE par l'intermédiaire du COMESA et de la SADC, elle n'applique pas leurs accords de libre-échange. En effet, le régime commercial simplifié du COMESA pour les petits envois est le plus souvent cité comme régissant le commerce de la RDC avec ses voisins immédiats. Le protocole du marché commun de la CAE profiterait donc à un grand nombre d'acteurs qui commerceraient sans droits de douane ni frais d'entrée aux frontières.
 5. L'ensemble de ces éléments, ainsi que le soutien politique initial de haut niveau, suggèrent un alignement des intérêts pour faire de l'intégration de la RDC dans la CAE un succès et pour assurer que les efforts actuels pour promouvoir la paix dans la région soient couronnés de succès.

Toutefois, comme le montre l'étude, de multiples facteurs vont à l'encontre de l'ambition d'intégration économique, ce qui implique que les décideurs politiques devront s'adapter à ces défis et, dans la mesure du possible, les relever.

6. Bien que l'instauration de la sécurité dans l'est de la RDC ait sans doute été l'un des motifs politiques de la demande d'adhésion de la RDC à la CAE, cette même insécurité est une pierre d'achoppement majeure pour une véritable intégration qui découragera les investissements et le développement du secteur privé. Les rivalités régionales qui débordent sur les questions de sécurité compromettent les perspectives d'intégration régionale en encourageant le pillage et l'insécurité. Les pays qui pourraient bénéficier le plus d'un marché élargi de la CAE - l'Ouganda et le Rwanda - sont également au centre des tensions récentes, que ce soit entre eux ou avec la RDC. Cette insécurité crée des opportunités pour quelques-uns mais empêche le secteur privé dans son ensemble d'investir dans le pays.
7. Au niveau institutionnel, la politique d'admission de la RDC à la CAE est différente de celle requise pour la mise en œuvre. Chacune des actions prévues dans le cadre de la feuille de route de mise en œuvre de la CAE est soumise à différents intérêts concurrents parmi les acteurs au sein de la RDC (par exemple, le rôle des douanes) et entre les pays (par exemple, la sécurité, les minerais de conflit et d'autres intérêts), tandis que l'expérience d'autres membres de la CER suggère que la mise en œuvre est un défi dans la pratique. Cela nécessitera des approches adaptatives, politiquement conscientes et axées sur les problèmes, ciblées différemment selon les frontières.
8. Certains intérêts commerciaux font pression pour une plus grande intégration de la RDC dans la CAE, mais la demande du secteur privé au sens large n'est pas claire. Bien que la CAE réduise les obstacles au commerce, les contrôles et les frais aux frontières subsisteront, ce qui signifie que le commerce transfrontalier informel est susceptible de se poursuivre à moins que de nombreux défis existants ne soient relevés. Des flux commerciaux plus fluides et des procédures frontalières plus simples peuvent certainement jouer un rôle important en attirant davantage d'entreprises et d'échanges (formels/organisés). Toutefois, cela ne suffira pas en l'absence d'investissements visant à accroître la capacité de production de la région dans son ensemble. En bref, la demande d'une plus grande intégration régionale dépendra largement d'un développement économique plus large.
9. La signalisation politique à haut niveau de l'intérêt d'apporter la sécurité dans l'est de la RDC doit s'accompagner d'actions, mais aussi d'un changement des pratiques bureaucratiques afin de soutenir le commerce et le transport entre la RDC et la région.
10. Plus que d'examiner les relations de la RDC avec la CAE de manière isolée, le rôle et l'influence d'autres hégémons régionaux devraient également être pris en compte. Les membres de la SADC, en particulier

l'Afrique du Sud et l'Angola, ont des intérêts significatifs en RDC et peuvent avoir l'impression que des liens plus étroits avec la CAE se font au détriment de ces intérêts.

Bien que certains craignent que la RDC ne devienne un "enfant à problèmes" pour la région, l'adhésion de la RDC pourrait être l'occasion d'un changement positif. Malgré les défis actuels, les liens commerciaux et d'affaires se développent néanmoins, avec des filiales de grands acteurs régionaux de la CAE (y compris Equity Bank) établies dans le pays. On peut dire que la CAE a joué un rôle important dans le processus de paix au Burundi avant que le pays ne rejoigne l'union douanière en 2006, ce qui constitue un exemple potentiel (Interview). D'autre part, la RDC peut aider à relever les défis existants dans la CAE en changeant l'équilibre des forces dans les négociations régionales.

En termes d'implications pour les décideurs politiques et leurs partenaires internationaux, nous proposons ce qui suit :

1. Tout d'abord, il restera important d'identifier et de travailler avec ou autour des facteurs qui soutiennent et entravent l'intégration de la RDC dans la CAE à un niveau pratique. Le fait de travailler avec des 'champions' identifiés ou d'éviter les obstacles évidents (voir Byiers et Bossuyt 2016) peut contribuer grandement à apporter les changements souhaités.
2. Deuxièmement, compte tenu de la nature extrêmement complexe de la mise en œuvre aux postes frontières et parmi les acteurs du secteur privé, une approche axée sur les problèmes à des frontières spécifiques et le long de chaque corridor est susceptible d'être la meilleure approche pour que les approches ascendantes "rencontrent" les cadres institutionnels formels descendants.
3. De même, il est peu probable qu'un programme de réforme de grande envergure produise des résultats. Au contraire, une approche progressive peut être mieux adaptée pour changer certaines des pratiques les plus enracinées et influencer les incitations au changement.
4. Quatrièmement, les résultats de l'intégration régionale sont déterminés autant par la demande que par l'offre. La politique au sein des États de la CAE et de la RDC, et entre eux, restera au cœur de leur intégration des marchés, mais les efforts visant à promouvoir des investissements complémentaires dans le développement des capacités de production dans la région peuvent constituer un moyen de modifier les incitations politiques en faveur d'une intégration économique davantage fondée sur les règles.

Références

- Accord. 2016. [Interventions de la SADC en République démocratique du Congo](#), Conflict & Resilience Monitor 2016/3.
- AERC. 2021. [Impact of COVID-19 on Transport and Logistics Sector in East Africa, FEAFPA and Shippers Council of East Africa](#), AERC Working Paper- COVID 19_015, African Economic Research Consortium, Nairobi septembre 2021.
- BAD. 2019. [Multinational : Document de stratégie d'intégration régionale pour l'Afrique centrale 2019-2025](#), GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, mars 2019.
- AFP. 2022. [Emmanuel Macron rencontre Paul Kagame et Felix Tshisekedi au sujet de la guerre en RDC](#), the EastAfrican, 22 septembre 2022.
- Afrique Confidentielle. 2022a. [Kenya sponsors risky anti-militia plan](#), Vol 63 No 10, 12 May 2022.
- Afrique Confidentielle. 2022b. [Once silenced, twice shy](#), Vol 63 No 16, 4 août 2022.
- Afrique Confidentielle. 2022c. [Tshisekedi interpelle Kagame sur la milice M23](#), Vol 63 No 14, 7 juillet 2022.
- Africa Intelligence. 2020. [Brookside, KCB et Equity Bank regardent vers la RDC](#), 17 janvier 2020.
- Africa Intelligence. 2021. [L'or de la RDC au cœur du nouvel affrontement entre Museveni et Kagame](#), 23 août 2021.
- AfricaNews. 2022a. [La RDC expulse l'ambassadeur du Rwanda à Kinshasa](#), 30 octobre 2022.
- AfricaNews. 2022b. [Le Burundi déclare la frontière avec le Rwanda ouverte plus de 5 ans après sa fermeture](#), 26 octobre 2022.
- AfricaNews. 2023. [Remaniement ministériel en RDC : Bemba à la Défense, Kamerhe à l'Economie](#), 24 mars 2023.
- Revue africaine 2021. La [République démocratique du Congo était l'un des trois plus grands producteurs de diamants au monde en 2020](#), actualités, 6 mai 2021.
- Aine, K. 2022. [Rwanda angry over FDLR Militia's Collaboration with DRC army](#), ChimpReports, 14 juin 2022.
- AlJazeera. 2019. [Felix Tshisekedi remporte le vote présidentiel en RD Congo : Electoral board](#), AlJazeera news, 10 janvier 2019.
- AlJazeera 2022a. [Kenya to spend \\$37m on sending troops to DR Congo](#), AlJazeera news, 10 novembre 2022.
- AlJazeera 2022b. [L'UE sanctionne un commerçant belge, un rebelle du M23 et d'autres personnes pour des combats en RDC](#), AlJazeera news, 9 décembre 2022.
- Amadala, V. 2022. [Kenyan firms pump Sh185 billion in DRC after Equity Bank tour](#), The Star, 13 avril 2022.
- Amumpaire. 2019. [État actuel de la mise en œuvre du régime commercial simplifié \(Str\) : Questions et propositions d'amélioration](#), COMESA.
- Anami, L. 2021. [South Sudan struggles to meet the EAC integration rules](#), The East African, 14 juillet 2021.
- Anami, L. 2022a. [Northern Corridor cited most costly in the world](#), The East African, 6 août 2022.
- Anami, L. 2022b. [S. Sudan fails to pull its weight in EAC amid missed deadlines](#), The East African, 4 décembre 2022.
- Anami, L. et Owino, W. 2022. [Opportunities and burdens DR Congo brings to EAC table](#), Zawya, 4 avril 2022.
- ARII. 2020. [Africa Regional Integration Index Report 2019](#), Banque africaine de développement, Commission de l'Union africaine, Secrétariat de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.
- Assoko, J. T-L., Maina, M. et Rizk, Y. 2022. [DRC : Why Kenya is so keen on Kinshasa joining the East African Community](#), The African Report, 24 février 2022.
- AU. 2021. [RAPPORT SUR L'INTÉGRATION AFRICAINE 2021](#), Union africaine.
- Ayeni, T. 2022. [RDC : Heavy fighting between national army and M23 rebels](#), The Africa Report, 27 mai 2022.
- Bathily, F. 2022. [L'Afrique centrale avance à grands pas vers l'intégration régionale](#), 19 août 2022.

-
- BBC. 2022. [RD Congo : Miner Glencore pay.s \\$180m in latest corruption case](#), news, 5 décembre 2022.
- Beaubois-Jude, A. 2022. [RDC, Mali, Zimbabwe : la course au lithium](#), 21 juin 2022.
- Bedford, J. 2019. Les [sciences sociales dans l'action humanitaire](#).
- Beloff, J. 2022. [The US and Rwanda : how the relationship has evolved since the 1994 genocide](#), The Conversation, 3 août.
- Berwouts, K. 2021. [RDC : Nouveau premier ministre, nouvelle ère ?](#) African Arguments, 17 février 2021.
- Biryabarena, E. 2021. [Uganda launches road-building in Congo to boost trade](#), Reuters, 5 décembre 2021.
- Blanshe, M. 2022a. [Éthiopie, RDC, Ouganda... Ruto peut-il reprendre les rôles de Kenyatta en Afrique de l'Est ?](#) The Africa Report, 25 août 2022.
- Blanshe, M. 2022c. [Avec l'adhésion de la RDC, l'EAC devient un marché de 280 millions de consommateurs](#), Jeune Afrique, 30 mars 2022.
- Blanshe, M. 2022d. [La RDC dans l'EAC : Tshisekedi peut-il éviter d'être pris dans les tensions Kigali-Kampala ?](#) The Africa Report, 18 avril 2022.
- Blanshe, M. 2022e. [Uganda : Muhoozi's birthday bash sees Kagame return to Kampala](#), The Africa Report, 25 avril 2022.
- Blanshe, M. 2022f. [DRC : Tshisekedi's strategic 'errors' as M23 advance towards Goma](#), The Africa Report, 31 octobre 2022.
- Blanshe, M. 2022g. Le [Rwanda et la RDC s'accusent mutuellement d'utiliser les groupes rebelles à leur avantage](#), The Africa Report, 10 juin 2022.
- Bloomberg. 2022. [Le cuivre dont vous avez besoin est coincé dans un embouteillage de 30 miles](#), actualités, 4 novembre 2022.
- Booth, D. et Golooba-Mutebi, F. 2011. [Developmental patrimonialism ? The case of Rwanda](#), Working Paper 16, Africa Power and Politics Programme, mars 2011.
- Brenton, P., Gamberoni, E., Sear, C. 2013. [Les femmes et le commerce en Afrique : Realizing the Potential](#), Banque mondiale.
- Brenton, P., Bashinge Bucekuderhwa, C., Hossein, C., Nagaki, S. et Ntagoma, J. B. 2011. [Risky Business : Poor Women Cross-Border Traders in the Great Lakes Region of Africa](#), Africa Trade Policy Notes, Note 11.
- Byiers, B. et Karkare, P. 2022. [Actors and interests along the Dakar-Bamako corridor](#), Discussion paper 328, ECDPM : Maastricht.
- Byiers, B. Woolfrey, S., Medinilla, A. et Vanheukelom, J. 2019. [The political economy of Africa's regional 'spaghetti bowl' - Rapport de synthèse](#), ECDPM:Maastricht, mai 2019.
- Byiers, B., Apiko, P., Karkare, P. 2021. [L'AfCFTA et l'industrialisation : From policy to practice](#), Discussion Paper No. 314, ECDPM : Maastricht, décembre 2021.
- Charalambides, N. A. 2017. [Une évaluation juridique et économique de l'adhésion possible du Soudan du Sud à la Communauté d'Afrique de l'Est](#), document de travail tralac n° T17WP01/2017. Stellenbosch : tralac.
- COMESA. 2018. [Le COMESA en bref. Grandir ensemble, pour la prospérité](#), Secrétariat du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).
- COMESA. 2019. Les [pays participant à la ZLE du COMESA vont augmenter](#), actualités, 27 septembre 2019.
- COMESA. 2022. [Projet de facilitation des échanges dans la région des Grands Lacs](#).
- CRG. 2022a. [Faut-il parler des FDLR à chaque fois que l'on parle du M23 ?](#) Groupe de recherche sur le Congo, Centre de coopération internationale.
- CRG. 2022b. [Pour l'armée avec l'armée comme l'armée. L'ascension de Guidon Shimiray et du NDC-R](#), Congo Research Group, Center for International Cooperation.

-
- CRG et Ebuteli. 2022. [L'opération Shujaa de l'Ouganda en RDC : combattre les ADF ou garantir les intérêts économiques ?](#) juin 2022.
- CRG, Ebuteli et Berci. 2022. [L'an 3 de Tshisekedi La fin de l'embellie ? Rapport sondage](#), mars 2022.
- Croke, K. García Mora, M. E., Goldstein, M., Mensah, E., O'Sullivan, M. 2020. [Up before Dawn Experimental Evidence from a Cross-Border Trader Training at the Democratic Republic of Congo-Rwanda Border](#), Banque mondiale.
- de Walle, N. 2022. [La force de l'Afrique de l'Est en RD Congo : The Case for Caution](#), reliefWeb, 25 août 2022.
- Desjardins, J. 2022. [Copper : driving the green energy revolution](#), Mining.com.
- DigitalCongo. 2019. [Faire face aux menaces des démons de la division : l'expérience kényane, un modèle pour la RDC](#), DigitalCongo, 7 février 2019.
- Dupuy, L. et van Dijken, K. 2019. [Enquête sur le commerce illégal de l'or au Congo](#), DW news, 1er août 2019.
- EABC. 2020. [Étude sur les opportunités de marché en RDC pour les PME de la CAE](#), 15 septembre 2020.
- EABC. 2022a. Le [gouvernement du Sud-Kivu s'engage à améliorer le climat des affaires](#), actualités, 18 mai 2022.
- EABC. 2022b. [150 Trucks Cross Katuna-Gatuna One Stop Border Post Daily](#), news, 28 juin 2022.
- EAC. n.d. [Protocole sur l'établissement du marché commun de la Communauté de l'Afrique de l'Est](#).
- EAC. 1999. [Le traité](#), la Cour de justice de l'Afrique de l'Est.
- EAC. 2022a. [La République démocratique du Congo adhère officiellement à la CAE après la signature du traité d'adhésion à la Communauté](#), communiqué de presse, 8 avril 2022.
- EAC. 2022b. Le [président de la RDC préside la signature de l'accord donnant le feu vert au déploiement de la force régionale conjointe de la CAE](#), le 9 septembre 2022.
- EAC. 2022c. [La République démocratique du Congo devient finalement le 7e État partenaire de la CAE](#), le 11 juillet 2022.
- EAC. 2022d. Les [ministres de la CAE adoptent 35 % comme 4e bande du TEC de la CAE](#), actualités, 06 mai 2022.
- Afrique de l'Est. 2022. [Conflits fiscaux et guerres commerciales : un casse-tête pour le nouveau conseil d'administration de l'EABC](#), actualités, 3 juillet 2022.
- Afrique de l'Est. 2023a. [New dynamics in DR Congo as Angola, Burundi deploy troops](#), news, 20 mars 2023.
- Afrique de l'Est. 2023b. [Peter Mathuki : Pourquoi nous voulons qu'Addis rejoigne la CAE après la Somalie](#), actualités, 1er avril 2023.
- Ecel, A. 2020. [Les opportunités commerciales en République démocratique du Congo : Une perspective de l'Afrique de l'Est](#), juillet 2020.
- Elinaza, A. 2022. [Tanzanie : Crdb Subsidiary in DRC Now in 3rd Quarter](#), AllAfrica, 7 mars 2022.
- Engel, U. et Mattheis, F. 2020. [Les finances des organisations régionales du Sud. Suivez l'argent](#).
- Englebert, P. 2019. [Les élections congolaises de 2018 : Une analyse des résultats invraisemblables](#), Arguments africains, 10 janvier 2019.
- ESMAP 2021. [POOL ÉNERGÉTIQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST \(EAPP\)](#).
- CE. 2022. [UE-Afrique : Global Gateway Investment Package - Strategic Corridors](#), Factsheet, 28 novembre 2022.
- Fabricius, P. 2016. [Interventions de la SADC en République démocratique du Congo](#), Accord, 19 octobre 2016.
- Fabricius, P. 2022a. [La Communauté d'Afrique de l'Est s'attaque maintenant aux rebelles de l'est de la RDC](#), ISS aujourd'hui, 6 mai 2022.
- Fabricius 2022b. [Tshisekedi doit faire le ménage dans son cercle intérieur](#), ISS today, 21 octobre 2022.
- FT. 2019. Les [États-Unis imposent des sanctions aux responsables des élections au Congo](#), Financial Times, 22 mars 2019.
- FT. 2022. [DR Congo seeks to 'reclaim history' with economic reforms](#), Financial Times, 22 août 2022.

-
- FurtherAfrica. 2022. [Comment l'Afrique de l'Est s'agrandit et s'améliore avec l'ascension de la RDC](#), 31 août 2022.
- Garowe en ligne. 2022. Les [troupes du Sud-Soudan rejoignent les autres forces de la CAE en RDC pour une mission de maintien de la paix](#), 3 décembre 2022.
- Geenen, S., Verbrugge, B. 2020. L'informalisation. In : Verbrugge, B., Geenen, S. (eds) Global Gold Production Touching Ground. Palgrave Macmillan, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-38486-9_4.
- Global Witness. 2022. [La laverie ITSCI](#). 30 mai 2022.
- Gras, R. et Tshiamala, S. B. 2020. [RDC : Félix Tshisekedi met fin à la coalition avec Joseph Kabila](#), The Africa Report, 7 décembre 2020.
- Gras, R. 2022a. [Adhésion de la RDC à l'EAC : une victoire et des défis pour Tshisekedi](#), Jeune Afrique, 24 mars 2022.
- Gras, R. 2022b. [DRC : Why tensions are rising between Tshisekedi, Kagame and Museveni](#), The Africa Report, 5 avril 2022.
- Gras, R. 2022c. [RDC-Rwanda : Félix Tshisekedi's headache](#), The Africa Report, 20 juillet 2022.
- Hallward-Driemeier, M. et Pritchett, L. 2011. How Business is Done and The 'Doing Business' Indicators : The Investment Climate When Firms Have Climate Control, World Bank Policy Research Working Paper No. 5563, disponible sur SSRN : <https://ssrn.com/abstract=1759154>.
- Hanspal, J. 2022. [RDC : Apple, Tesla et Intel pourraient avoir bénéficié de mines utilisant le travail des enfants - Global Witness](#), the Africa Report, 27 avril 2022.
- Nouvelles de la marine marchande hellénique. 2022. L'[autorité portuaire tanzanienne ouvre des bureaux dans les pays voisins enclavés](#), 21 mai 2022.
- Hoffmann, K., Vlassenroot, K. et Marchais, G. 2016. Taxation, Stateness and Armed Groups : Public Authority and Resource Extraction in Eastern Congo, Development and Change, 47 : 1434-1456. <https://doi.org/10.1111/dech.12275>.
- Hoffmann, K. et Verweijen, J. 2018. [Rebel Rule : A Governmentality Perspective](#), publié par Oxford University Press au nom de la Royal African Society.
- HRW. 2022. [RD Congo : Martial Law Brings Crackdown in East](#), 22 mars 2022.
- ICG. 2022. [Une périlleuse foire d'empoigne dans l'est de la République démocratique du Congo ?](#) Podcast, 13 mai 2022.
- IFC. 2022. [Créer des marchés en République démocratique du Congo : Putting Natural Resources to Sustainable Productive Use](#), mars 2022.
- ICGLR. 2022. [La structure de la CIRGL](#). La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs.
- Ilunga, P. 2021. [Burundi : La RDC et le Burundi signent des accords de commerce et de développement](#), All Africa, 14 juillet 2021.
- Ilunga, P. 2022a. [Uhuru, Lourenço to meet Tshisekedi for talks on eastern DR Congo war](#), the EastAfrican, 12 novembre 2022.
- Ilunga, P. 2022b. [Tshisekedi, Kagame to meet in Angola over Congo war](#), the EastAfrican, 6 juillet 2022.
- Ilunga, P. 2022c. [DR Congo pledges to pay EAC dues and cement role in bloc](#), the EastAfrican, 10 September 2022.
- Ilunga, P. 2022d. [Congo's Tshisekedi names new army chief in military reforms](#), the EastAfrican, 4 octobre 2022.
- Ilunga, P. 2022e. [Tshisekedi cible l'armée avec des réformes pour arrêter les conflits armés](#), the EastAfrican, 18 octobre 2022.
- FMI. 2022. [Democratic Republic of the Congo's Growth Among Highest in Region Amid Significant Challenges, article de presse](#), Fonds monétaire international, 25 juillet 2022.
- International Crisis Group. 2019. [Une nouvelle approche pour l'ONU pour stabiliser la RD Congo](#), Briefing 148, 4 décembre 2019.

-
- International Crisis Group. 2022. [Easing the Turmoil in the Eastern DR Congo and Great Lakes](#), Briefing 181, 25 mai 2022.
- IPIS. 2020. [Cartographie des zones d'exploitation minière artisanale et des chaînes d'approvisionnement en minerais dans l'est de la RDC \(2019\)](#), 9 avril 2020.
- ITA. 2020. [Ressources et réserves mondiales. Sécurité de l'approvisionnement en étain à long terme. Mise à jour 2020](#), Association internationale de l'étain.
- Ivudria, G. 2022. [Reopening Of Rwanda Border Puts DRC Squarely On EAC Horizon](#), BusiWeek, 1 février 2022.
- Iyenda, G. 2005. [Guerres civiles et pillages au Congo](#), Accord, 11 septembre 2005.
- Kagire, E. 2023. [Goma Protests : Tshisekedi a-t-il incité les masses à s'opposer à la force régionale de l'EAC ?](#) KT Press, 6 février 2023.
- Kamoga, J. 2022. [Uganda looks to open new markets as Congo's enters EAC](#), the EastAfrican, 2 avril 2022.
- Karaki, K. 2018. [L'exploitation minière artisanale de l'or en RDC : L'heure de redescendre sur terre ?](#) DOCUMENT DE DISCUSSION No. 223, ECDPM : Maastricht.
- Karkare, P., Byiers, B., Apiko, P. et Kane, M. 2021. [A system, not an error : informal cross-border trade in west Africa](#), Discussion Paper No. 300, ECDPM : Maastricht.
- Karuhaanga, J. et Kteesa, H. 2019. [Quelle est la prochaine étape après que la RD Congo a fait une demande officielle d'adhésion au bloc de la CAE ?](#) New Times, 13 juin 2019.
- Kavanagh, M. J. 2022. [Equity Bank Sees Profit Doubling in Congo as Accounts Surge](#), Bloomberg, 21 décembre 2022.
- Kelly, L. 2023. [Top 10 Cobalt Producers by Country \(Updated 2023\)](#), Investing news, 23 février 2023.
- Kniknie, S. et Hendriks, M. 2022. [Miroir du Zaïre : Authority and Self-bondage in a Congolese Prison](#), juillet 2022.
- Koyi, I. 2022. [Q&A : DRC has more to lose than gain in regional bloc - opposition](#), Aljazeera, 24 mai 2022.
- KPMG. 2014. [République démocratique du Congo. Country mining guide](#), Strategy series, KPMG GLOBAL MINING INSTITUTE.
- Kuteesa, H. 2021. [Report on DR Congo admission to EAC awaits ministerial decision](#), The New Times, 11 août 2021.
- Landportal. 2020. [Les mains qui volent : Qui bénéficie de l'aide à la RDC ?](#) 17 juillet 2020.
- Liffran, O. et Tilouine, J. 2022. La [Communauté de l'Afrique de l'Est établit un plan de bataille pour une force régionale dans l'est de la RDC](#), Africa Intelligence.
- Loffman, R. 2019. [DR Congo's back-room election deal has given us a weak president-elect and a stronger opposition](#), Quartz, 11 janvier 2019.
- Lugalla, T. 2016. [Effets des défis politiques, juridiques et de gouvernance : Étude de cas de la Communauté d'Afrique de l'Est](#). Mémoire de maîtrise, Harvard Extension School.
- Mahabi N. A., 2017. Pratiques informelles dans le commerce transfrontalier des biens entre la RDC et le Rwanda. Mémoire UCB, fac. Economie.
- Malanga, A. N. 2022. [Dar port cargo grows by 21 percent as performance improves](#), the Citizen, 4 octobre 2022.
- Mathieson, C. 2016. [L'économie politique de l'intégration régionale en Afrique. La Communauté d'Afrique de l'Est \(CAE\)](#), ECDPM : Maastricht, janvier 2016.
- Mayaka, E. 2019. [Major Credibility Test For Tshisekedi](#), Briefing, The Nairobi Law Monthly, 12 février 2019.
- Mdoe, G. 2022. La [visite du président de la RDC, M. Tshisekedi, en Tanzanie accroît les investissements](#), The Exchange.
- Mesa, H. et Murhi, I. 2021. [Subversion des frontières, précarité et vulnérabilité : L'impact socio-économique du Covid-19 sur les commerçants informels transfrontaliers entre le Rwanda et la RDC](#).

-
- MITC. 2018. [L'Ouganda et la RDC signent un protocole d'accord établissant un cadre bilatéral pour renforcer le commerce transfrontalier](#), actualités, 20 juillet 2018.
- Mugume, R. et Nattabi, A. K. 2021. [How Will The Democratic Republic Of Congo's Joining The Eac Bloc Affect Regional Trade ?](#) Document de recherche 156, Economic Policy Research Centre (EPRC).
- Musisi, F. 2021. [Egos, unfair trade shake EAC as DR Congo eyes entry](#), Monitor, 7 mars 2021.
- Mazalia, G. et Rukata, T. 2022. [La "balkanisation" de la République démocratique du Congo](#), Governance in Conflict Network, Université de Gand, Belgique.
- Mvunga, N. et Kunaka, C. 2021. [Huit effets émergents de la pandémie de COVID-19 sur le commerce transfrontalier à petite échelle dans la région des Grands Lacs](#), Groupe de la Banque mondiale, 17 février 2021.
- Mwakio, P. 2022a. [DRC now third largest mover of cargo at Mombasa port](#), news, The Standard.
- Mwakio, P. 2022b. [Construire la Communauté de l'Afrique de l'Est. Diffusion des organisations régionales africaines et européennes](#), The Standard.
- Mwangi, I. 2022. [KDF Operation In DRC To Cost Sh7.2bn - Vice Chief Of Defense Forces Ogolla](#), Capital news, 7 novembre 2022.
- NCTTCA. 2017. La [CEPGL et la NCTTCA sont à la pointe de la mise en œuvre de leur accord de coopération](#), actualités, 5 avril 2017.
- NCTTCA. 2022. [Réseau routier de la République démocratique du Congo](#).
- NCTTCA, CCTTFA et TMEA 2022. [Rapport de performance conjoint 2020-2021. Observatoires des transports des corridors septentrionaux et centraux](#), Autorité de coordination du transport et du transit du corridor septentrional, Agence de facilitation du transport du corridor central et TradeMark East Africa.
- Ndagano, P. 2020. [Non, le cobalt n'est pas un minéral de conflit](#), African Arguments, 5 mai 2020.
- Ndagire, B. 2022. Le [commerce avec la RD Congo doublera les exportations et ouvrira de nouveaux marchés](#), Monitor, 21 juin 2022.
- Ndii, D. 2020. [Le coût économique des conflits d'intérêts : The Kenyatta Dairy Industry Case](#), The Elephant, 30 janvier 2020.
- Nouvel Humanitaire. 2014. [Combattre un ennemi invisible en RDC](#), 9 avril 2014.
- Nouveau temps. 2022. [VIDÉO : Le Rwanda espère une année de paix et de sécurité dans la région - Kagame](#), 31 décembre 2022.
- Nkuba, B., Zahinda, F., Chakirwa, P., Murhi, I., de Haan, J. et Bashwira, M-R. 2018. [L'or artisanal congolais Analyse socio-économique et de l'utilisation du mercure](#), Centre d'Expertise en Gestion du secteur Minier - Université Catholique de Bukavu.
- North, J. 2022. [La romance de l'Occident avec Paul Kagame est-elle enfin terminée ?](#) The Nation, 14 octobre 2022.
- Nsomba, G. et Roberts, S. 2022. [Enforcing competition would ease food price hikes in east and southern Africa](#), The Conversation, 1 June 2022.
- Nyamugabo Bazibuhe, C. 2022. Analyse comparative des processus d'intégration régionale dans le cadre de la CEEAC et de la SADC : Regards critiques sur la place de la République Démocratique du Congo. Mouvements et Enjeux Sociaux, 122, 19-33. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssao-78785-5>.
- Nyenyezi Bisoka, A., Vlassenroot, K., Hoebeke, H. 2020. [Les limites de la stratégie sécuritaire du président Tshisekedi en République démocratique du Congo](#), LSE blogs, 28 avril 2020.
- Ojakol, I. 2021. Afrique de l'Est : [Uganda-Kenya Trade Wars and the Need for a Comprehensive Trade Remedies Framework in the EAC](#), AllAfrica, 22 décembre 2021.
- Ojewale, O. 2022. [Addressing the enablers of coltan smuggling in the DRC requires holistic solutions](#), the Africa Report, 13 mai 2022.

-
- Okafor-Yarwood, I. et Muhongo, R. S. 2021. [La sécurité énergétique durable, dans l'intérêt de qui ? The Case Of Democratic Republic Of Congo](#), Blog, Centre for Energy Ethics, 22 octobre 2021.
- Okoth, J. 2022. [Kenyan firms to invest \\$1.6B in DRC](#), Kenyan Wall Street, 12 avril 2022.
- Omondi, D. 2021. [Over 200 investors to scout for investment deals in Kinshasa](#), The Standard, 2 novembre 2021.
- Onyango, C. 2022. [Afrique : Renewed interest in copper mining](#), The Africa Report, 11 mai 2022.
- Opalo, K. 2023. [The race to be the gateway to Eastern and Central Africa heats up](#), An Africanist Perspective.
- Owino, V. 2022. Le [Kenya et la RD Congo signent un accord de coopération agricole](#), 13 avril 2022.
- Oxford Analytica. 2022. [Customs changes will transform Kenya's freight sector](#), 25 octobre 2022.
- Parens, R. 2022. [Le conflit au Congo oriental : A Spark Away from a Regional Conflagration](#), 8 septembre 2022.
- Pistilli, M. 2022. [Top 5 Tantalum-mining Countries](#), Investing news, 16 mars 2022.
- Raji, R. 2021. [Véhicules électriques : Africa's battery minerals and GVC opportunities](#), news, Nanyang Technological University, 13 août 2022.
- Rauschendorfer, J. et Shepherd, B. 2020. [Regional economic spillovers from the South Sudanese civil war. Evidence from formal and informal cross border trade](#), Document de travail, IGC, mars 2020.
- Reiss, M. 2022. [Construire la Communauté de l'Afrique de l'Est, Diffusion des organisations régionales africaines et européennes.](#)
- Semaine régionale. 2021. [CEPGL : 45 ans après sa création, seuls l'électricité et la libre circulation des personnes et des biens tiennent](#), actualités, 20 septembre 2021.
- Reuters. 2020a. Un [puissant lobby d'entreprises remplace un allié de l'ex-président congolais Kabila](#), actualités, 23 décembre 2020.
- Reuters. 2020b. [Gold smugglers in Congo hobble legal trade by buying at a premium](#), report says, news, 17 septembre 2020.
- Reuters. 2020c. [Congo's gold being smuggled out by the tonne, U.N. report finds](#), news, 15 juin 2020.
- RFI. 2018. [RDC : manifestation de colère contre le report des élections à Béné](#), 28 décembre 2018.
- Rodrigues, P. 2019. De [nouvelles offres pour le bloc - les prochaines étapes de l'intégration de l'Afrique de l'Est](#), ControlRisks, 6 septembre 2019.
- Ronceray, M. et Byiers, B. 2019. [Les élections en Afrique - Jouer le jeu ou contourner les règles ?](#) Document de travail 261, ECDPM : Maastricht, octobre 2019.
- Ruzagiriza, D. F. 2022. [Adhésion de la RDC à la CEA : Le Burundi doit en tirer profit en jouant avec la concurrence](#), Burundi Eco, 4 juillet 2022.
- SADC. 2022. [Zone de libre-échange.](#)
- Sasi, I. 2022. [DRC Joins EAC : Mapping The Economic Opportunities Ahead](#), Fie-Consult, 29 mars 2022.
- Sehmi, A. 2021. [La Cour pénale internationale s'en prend-elle aux mauvaises personnes ?](#) African Arguments, 28 juin 2021.
- Schipani, A. 2022a. [DR Congo seeks to 'reclaim history' with economic reforms](#), Financial Times, 26 août 2022.
- Schipani, A. 2022b. [DR Congo criticises Rwanda after report claims its troops are backing rebels](#), Financial Times, 5 août 2022.
- Schouten, P., Murairi, J. et Batundi, S. K. 2017. [" Tout ce qui bouge sera taxé " : l'économie politique des barrages routiers au Nord et au Sud-Kivu](#), DIIS, IPIS, Anvers, novembre 2017.
- Schouten, P. 2022. [How Literal Roadblocks Hinder the Supply Chain](#), Opinion, WSJ, 21 avril 2022.
- Sematumba, O. et Delaunay, N. 2022. [Un "pacte avec le diable" au cœur des Grands Lacs](#), 29 juin 2022.
- Serumaga, K. 2022. [Admission de la RDC dans la CAE : intégration de la misère ?](#) L'Eléphant, 30 avril 2022.

-
- Shaban, A. R. A. 2019. Le [président de la RDC au Kenya, deuxième étape d'une tournée dans trois pays](#), AfricaNews, 6 février 2019.
- SID. s.d. [QUELQUES CORRIDORS DE TRANSPORT DANS LA RÉGION DE L'AFRIQUE DE L'EST ?](#) Blog, Société pour le développement international.
- SSATP. 2013. [Border Crossing Monitoring along the Northern Corridor](#), Working Paper No. 96, The International Bank for Reconstruction and Development et The World Bank, avril 2013.
- Stearns, J. 2022a. [La guerre qui ne dit pas son nom](#), L'Afrique est un pays, 7 avril 2022.
- Dimanche, F. 2021. [Business leaders seek closer Kenya-DRC trade ties](#), The Standard, 1 December 2021.
- Sylvestre-Treiner, A. 2023. [RDC : Félix Tshisekedi peut-il compter sur l'UDPS ?](#) The Africa Report, 11 janvier 2023.
- Le citoyen. 2022. [Dar, Mombasa ports step up competition](#), 28 septembre, 2022.
- L'échange. 2022. La [visite du président de la RDC Tshisekedi en Tanzanie accroît les investissements](#), actualités, 31 octobre 2022.
- Titeca, K. 2020. [Borderland Policy Briefing Series | Informal Cross-Border Trade along the DRC-Uganda Border](#), Policy briefing, UNDP, 25 février 2021.
- Titeca, K. 2022. ["Total Success" ? Les véritables objectifs de l'opération ougandaise Shujaa en RDC](#), African Arguments, 20 juin 2022.
- Tralac. 2022. [Statut de la ratification de l'AfCFTA](#), 20 février 2023.
- ONU. 2003. [Rapport final du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo \(S/2003/1027\)](#), Reliefweb, 23 octobre 2003.
- ONU. 2022. [Protéger les civils et consolider la paix en République démocratique du Congo](#), Fiche d'information de la MONUSCO.
- CNUCED. 2020. [ÉTUDE DIAGNOSTIQUE SUR L'INTÉGRATION DU COMMERCE : RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO](#), UNCTAD/ALDC/INF/8.
- CNUCED. 2022. [Les frontières de l'Afrique centrale : A danger zone for women traders](#), UNCTAD Transport and Trade Facilitation Newsletter N°93 - First Quarter 2022, 02 March 2022.
- Van de Walle, N. 2022. [East Africa's DR Congo Force : The Case for Caution](#), International Crisis Group.
- Vanheukelom, J., Byiers, B., Bilal, S. et Woolfrey, S. 2016. [L'économie politique de l'intégration régionale en Afrique : Quels sont les moteurs et les contraintes des organisations régionales ?](#) Rapport de synthèse, ECDPM : Maastricht, janvier 2016.
- Venditti, B. 2022. [Ranked : The World's Largest Copper Producers](#), Visual Capitalist, 1er décembre 2022.
- Verweijen, J. 2020. [DRC : Opportunistic use of 'balkanisation' theory in Minembwe](#), The Africa Report, 2 novembre 2020.
- Wekesa, S. 2022a. [La CAE est-elle un cheval de Troie pour des intérêts rivaux en RDC ?](#) Business Daily, 4 avril 2022.
- Wekesa, S. 2022b. [Un nouveau vin dans de vieilles bouteilles : EAC Deploys Regional Force to the DRC](#), The Elephant, 21 décembre 2022.
- Wekesa, S. 2022c. [Analyse : The EAC and rival interests in the DRC](#), Business Daily Africa, 4 avril 2022.
- Whitehouse, D. 2022. Le [ministre des finances de la RDC, M. Kazadi, affirme que le commerce de l'or au Rwanda freine le potentiel de la CAE](#), The Africa Report, 5 décembre 2022.
- Banque mondiale. 2018. [Revue de l'urbanisation de la République démocratique du Congo : Des villes productives et inclusives pour une République démocratique du Congo émergente](#), Directions in Development-Environment and Sustainable Development, Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2022. [Publication : Rwanda Economic Update, janvier 2022, Edition No. 18 : Boosting Regional Integration in the Post-COVID Era](#), © Banque mondiale, Kigali.

Xinhuanet. 2019. L'[Ouganda et la RD Congo lancent un système régional de suivi des marchandises](#), 10 juillet 2019.

Xinhuanet. 2021. La [RD Congo et le Rwanda signent trois accords de coopération bilatérale](#), 27 juin 2021.

Yahmed, M. B. 2021. [DRC : 'J'espère gagner un second mandat pour pouvoir réaliser ma vision' déclare le Président Tshisekedi](#), The Africa Report, 1 juillet 2021.

Zounmenou, D. 2021. L'["union sacrée" de la RDC](#) : la question n'est pas tranchée, ISS.

À propos de l'ECDPM

L'ECDPM est un centre indépendant de réflexion et d'action œuvrant dans le domaine de la coopération internationale et des politiques de développement en Europe et en Afrique.

Depuis 1986, notre équipe fournit des recherches et des analyses, des conseils et un soutien pratique aux décideurs politiques ainsi qu'aux professionnels à travers l'Europe et l'Afrique pour favoriser des politiques efficaces au service d'un développement global, durable et inclusif.

Nos principaux domaines de travail incluent :

Politique étrangère et de développement de l'UE

Migration et mobilité

Economie et gouvernance numériques

Relations UA-UE

Paix, sécurité et résilience

Gouvernance démocratique

Relance et transformation économiques

Changement climatique et transition verte

Intégration économique africaine

Systèmes alimentaires durables

Pour plus d'informations, visitez www.ecdpm.org

Outre le soutien structurel de la part des partenaires institutionnels de l'ECDPM: les Pays-Bas, la Belgique, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, la Suède, le Danemark et l'Autriche, cette publication est aussi financée par une convention de subvention de recherche avec TradeMark Africa.

